

Visa : DGLTE

Ordonnance n° 264-031 /relative aux instruments de
paiement et aux opérations du commerce
électroniques.

Le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a délibéré et adopté ;

Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la démocratie, Chef de
l'Etat promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

Chapitre préliminaire

Article 1^{er} Définition

Les termes employés dans la présente ordonnance s'entendent comme suit :

- **Banque** : Désigne toute personne morale répondant aux critères arrêtés par loi portant réglementation de l'activité bancaire en Mauritanie ;
- **Etablissement financier** : désigne toute personne morale autre que « la banque », autorisée, par une disposition légale ou réglementaire, à émettre des instruments et procédés de paiements électroniques ;
- **Institution financière** : désigne toute banque ou établissement financier.
- **Accepteur** : Tout commerçant ou prestataire de service disposant d'un contrat d'acceptation, au sens de l'article 21, avec une banque, un établissement financier, un représentant dûment habilité ou une institution désignée par un groupement de banques ou d'établissements financiers.
- **Bénéficiaire** : Toute personne pouvant être un fournisseur de biens, un prestataire de service ou toute autre personne bénéficiant d'un paiement effectué au moyen d'un instrument de paiement électronique.
- **Porteur** : toute personne disposant d'une carte qui lui est fournie par sa banque ou son établissement financier ; il est également appelé titulaire de la carte.
- **Emetteur** : toute personne morale que l'ordonnance autorise dans le cadre de son activité à mettre un instrument de paiement électronique à la disposition d'une autre personne en vertu d'un contrat conclu avec celle ci.

- **Instrument de paiement électronique** : tout moyen permettant d'effectuer par voie, entièrement ou partiellement électronique des opérations telles que : transfert d'argent, règlement d'une transaction, retrait et dépôts d'argent, accès à un compte, chargement ou déchargement d'une carte bancaire.
- **Carte de paiement** : toute carte émise par une banque ou un établissement financier et permettant à son titulaire de retirer ou de transférer des fonds ;
- **Carte de retrait** : carte conférant exclusivement à son titulaire la possibilité de retirer des espèces dans les distributeurs automatiques de billets, les guichets automatiques de banques ou auprès de l'organisme émetteur.
- **Carte de crédit** : toute carte de paiement qui, en vertu d'une stipulation expresse du contrat conclu entre l'émetteur et le titulaire de la carte, donne lieu notamment à un débit différé du compte du titulaire ou à toute autre forme de crédit ;
- **Porte-monnaie électronique** : une carte de paiement prépayée, c'est-à-dire sur laquelle une somme d'argent a été chargée, permettant d'effectuer des paiements électroniques pour des montants limités ;
- **Télépaiement** : un procédé technique qui permet de transférer un ordre de paiement à distance par l'utilisation d'instruments ou de mécanismes d'émission d'ordre sans contact physique entre les différents intervenants (participants) ;
- **Virement électronique** : c'est une série d'opérations commençant par l'ordre du donneur d'ordre effectué par des moyens ou procédés électroniques de paiement dans le but de mettre des fonds à la disposition d'un bénéficiaire. Il peut notamment être effectué au moyen d'une carte bancaire, d'un porte-monnaie électronique ou par le procédé du télépaiement ou de tout autre mode électronique de paiement ;
- **Expéditeur** : désigne la personne qui émet un ordre de paiement, y compris le donneur d'ordre et toute institution financière expéditrice ;
- **Ordre de paiement** : désigne l'instruction inconditionnelle, sous quelque forme qu'elle soit, donnée par un expéditeur à une institution financière réceptrice, de mettre à la disposition d'un bénéficiaire une somme d'argent déterminée ou déterminable.
- **Donneur d'ordre** : désigne l'émetteur du premier ordre de paiement dans un virement;
- **Bénéficiaire** : s'entend de la personne désignée dans l'ordre de paiement du donneur d'ordre pour recevoir des fonds par suite du virement ;
- **Banque Centrale** : désigne Banque Centrale de Mauritanie ;
- **Banque intermédiaire** : désigne toute institution financière réceptrice autre que celle du donneur d'ordre et celle du bénéficiaire ;
- **Fonds ou somme d'argent** : englobent le crédit inscrit sur un compte tenu par une institution financière et le crédit libellé dans une unité de compte ;
- **Authentification** : désigne une procédure établie conventionnellement pour déterminer si un ordre de paiement, une modification ou la révocation d'un ordre de paiement émane bien de la personne indiquée comme étant l'expéditeur;
- **Jour ouvré** : désigne la période de la journée pendant laquelle l'institution financière effectue le type d'opérations en question;
- **Période d'exécution** : désigne la période d'un jour ou de deux jours commençant le premier jour où un ordre de paiement peut être exécuté et se terminant le dernier jour où il peut l'être conformément à la présente ordonnance ;
- **Exécution** : désigne, dans la mesure où il s'applique à institution financière réceptrice autre que celle du bénéficiaire, l'émission d'un ordre de paiement destiné à donner suite à l'ordre de paiement reçu par la banque réceptrice ;

- **Banque réceptrice** : désigne toute institution financière qui reçoit un ordre de paiement;
- **Banque du bénéficiaire** : L'institution financière de la personne désignée dans l'ordre de paiement du donneur d'ordre pour recevoir des fonds par suite du virement.
- **Commerce électronique** : l'activité par laquelle une personne, agissant à titre professionnel, s'engage à assurer, contre paiement, la fourniture de biens ou de prestations de services, après avoir reçu la commande à distance et par voie électronique.
- **Consommateur** : toute personne qui a conclu avec un professionnel un contrat lui conférant la propriété ou la jouissance d'un bien ou d'un service destiné à un usage personnel ou familial ;
- **Message de données** : l'information créée, envoyée ou reçue par des procédés ou moyens électroniques ou optiques ou des procédés ou moyens analogues, notamment, l'échange de données informatisées, la messagerie électronique, le télégraphe, le télex, la télécopie et l'image chèque ;
- **Signature électronique** : La signature électronique consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.
- **Signature électronique sécurisée** : une signature électronique qui satisfait, en outre, aux exigences suivantes :
 - être propre au signataire ;
 - être créée par des moyens que le signataire peut garder sous son contrôle exclusif ;
 - garantir avec l'acte auquel elle s'attache un lien tel que toute modification ultérieure de l'acte soit détectable ;
- **Certificat électronique** : un document sous forme électronique attestant du lien entre les données de vérification de signature électronique et un signataire ;
- **Certificat électronique qualifié** : un certificat électronique répondant en outre aux exigences définies à l'article 10 de cette ordonnance ;
- **Données de création de signature électronique** : les éléments propres au signataire, tels que des clés cryptographiques publiques, utilisés pour créer la signature électronique ;
- **Signataire** : toute personne qui met en oeuvre un dispositif de création de signature électronique ;
- **Dispositif de création de signature électronique** : un matériel ou un logiciel destiné à mettre en application les données de création de signature électronique ;
- **Données de vérification de signature électronique** : les éléments, tels que des clés cryptographiques publiques, utilisés pour vérifier la signature électronique ;
- **Dispositif de vérification de signature électronique** : un matériel ou logiciel destiné à mettre en application les données de vérification de signature électronique ;
- **Dispositif sécurisé de création de signature électronique** : un dispositif qui satisfait aux exigences définies à l'article 8 de cette ordonnance ;
- **Prestataire de services de certification électronique** : toute personne qui délivre des certificats électroniques ou fournit d'autres services en matière de signature électronique ;
- **Qualification des prestataires de services de certification électronique** : l'acte par lequel un tiers, dit organisme de qualification, atteste qu'un prestataire de services de certification électronique fournit des prestations conformes à des exigences particulières de qualité.

Article 2

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent à toute information, de quelque nature qu'elle soit, prenant la forme d'un message de données électroniques relatives :

- à la preuve électronique et aux prestataires de certification électronique ;
- aux opérations bancaires et financières ;
- au commerce électronique ;
- et à tout système de paiement électronique ;
- à la compensation et au règlement des paiements électroniques.

Chapitre I : De la preuve électronique et de sa sécurisation

Section 1 : Dispositions générales

Article 3

Sans préjudice des dispositions du code des obligations et des contrats, la preuve littérale ou preuve par écrit résulte d'une suite de lettres, de caractères, de chiffres ou de tous autres signes ou symboles dotés d'une signification intelligible, quels que soient le support et les modalités de transmission.

Article 4

L'écrit sous forme électronique est admis en preuve au même titre que l'écrit sur support papier sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

L'écrit sur support électronique a la même force probante que l'écrit sur support papier.

Article 5

Un relevé des opérations effectuées à l'aide d'un instrument de paiement électronique doit être conservé pendant une période d'au moins dix ans à compter de l'exécution de l'opération

1. l'information que contient le message de données doit être accessible pour être consultée ultérieurement ;
2. le message de données doit être conservé sous la forme sous laquelle il a été créé, envoyé ou reçu, ou sous une forme dont on peut démontrer qu'elle n'est susceptible ni de modification ni d'altération dans son contenu et que le document transmis et celui conservé sont strictement identiques ;
3. les informations qui permettent de déterminer l'origine et la destination du message de données, ainsi que les indications de date et d'heure de l'envoi ou de la réception, doivent être conservées si elles existent.

Section 2 : Signature électronique

Article 6

La signature nécessaire à la perfection d'un acte juridique identifie celui qui l'appose. La signature électronique qui consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, manifeste le consentement des parties aux obligations qui en résultent.

La fiabilité d'un procédé de signature électronique est présumée jusqu'à preuve contraire, lorsque ce procédé met en oeuvre une signature électronique sécurisée, établie grâce à un dispositif sécurisé de création de signature électronique et que la vérification de cette signature repose sur l'utilisation d'un certificat qualifié.

Article 7

Une signature électronique ne peut être déclarée irrecevable au seul motif qu'elle se présente sous forme électronique. Sauf preuve contraire, un document écrit sous forme électronique est présumé avoir été signé par son auteur et son texte n'a pas été modifié, si une signature électronique certifiée y est apposée ou logiquement associée. La signature électronique sécurisée liée à un certificat électronique qualifié a la même force probante que la signature manuscrite.

Section 3 : Sécurisation de la signature électronique

Article 8

Un dispositif de création de signature électronique doit satisfaire aux exigences suivantes :

1. garantir, par des moyens techniques et des procédures appropriés, que les données de création de signature électronique ne peuvent être :
 - a. établies plus d'une fois et que leur confidentialité est assurée ;
 - b. trouvées par déduction et que la signature électronique est :
 - i. protégée contre toute falsification ;
 - ii. protégée de manière satisfaisante par le signataire contre toute utilisation par des tiers ;
2. n'entraîner aucune modification du contenu de l'acte à signer et ne pas faire obstacle à ce que le signataire en ait une connaissance exacte avant de le signer.

Un dispositif de création de signature électronique est dit sécurisé s'il satisfait aux exigences précédentes et s'il fait l'objet d'un certificat de conformité délivrée par un organisme dûment habilité à cet effet. La délivrance d'un certificat de conformité est publiée dans le journal officiel et doit faire l'objet d'un affichage selon les dispositions réglementaires.

Article 9

Un dispositif de vérification de signature électronique doit être évalué et peut être certifié conforme, s'il permet :

1. de garantir l'identité entre les données de vérification de signature électronique utilisées et celles qui ont été portées à la connaissance du vérificateur ;

2. d'assurer l'exactitude de la signature électronique ;
3. de déterminer avec certitude les conditions et la durée de validité du certificat électronique utilisé ainsi que l'identité du signataire ;
4. de détecter toute modification ayant une incidence sur les conditions de vérification de la signature électronique.

Article 10

Un certificat électronique ne peut être réputé qualifié que s'il est délivré par un prestataire de services de certification qualifié et s'il comporte :

1. une mention indiquant que ce certificat est délivré à titre de certificat électronique qualifié ;
2. l'identité du prestataire de services de certification électronique ;
3. le nom du signataire du certificat et, le cas échéant, sa qualité ;
4. les données de vérification de la signature électronique correspondant aux données de création de celle-ci ;
5. l'indication du début et de la fin de la période de validité du certificat électronique ainsi que le code d'identité de celui-ci ;
6. la signature électronique sécurisée du prestataire de services de certification qui délivre le certificat électronique ;
7. les conditions d'utilisation du certificat électronique, notamment le montant maximum des transactions pour lesquelles ce certificat peut être utilisé.

Chapitre II : Des prestataires de service de certification

Article 11

Tout prestataire de services de certification électronique doit satisfaire aux exigences suivantes :

1. faire la preuve de la fiabilité des services de certification électronique qu'il fournit ;
2. assurer le fonctionnement, au profit des personnes auxquelles le certificat électronique est délivré, d'un service d'annuaire recensant les certificats électroniques des personnes qui en font la demande ;
3. assurer le fonctionnement d'un service permettant à la personne à qui le certificat électronique a été délivré, de révoquer sans délai et avec certitude ce certificat ;
4. veiller à ce que la date et l'heure de délivrance et de révocation d'un certificat électronique puissent être déterminées avec précision ;
5. employer du personnel ayant les connaissances, l'expérience et les qualifications nécessaires à la fourniture de services de certification électronique ;
6. appliquer des procédures de sécurité appropriées et utiliser des systèmes et des produits garantissant la sécurité technique et cryptographique des fonctions qu'ils assurent ;
7. prendre toute disposition propre à éviter la falsification des certificats électroniques ;
8. garantir la confidentialité des données de création de signature électronique lors de leur création et s'il les fournit au signataire, et s'abstenir de conserver ou de reproduire ces données ;

9. veiller, dans le cas où sont fournies à la fois des données de création et des données de vérification de la signature électronique, à ce que les données de création correspondent aux données de vérification ;
10. conserver, sous forme électronique, toutes les informations relatives au certificat électronique qui pourraient s'avérer nécessaires pour faire la preuve en justice de la certification électronique ;
11. utiliser des systèmes de conservation des certificats électroniques garantissant que :
 - a. l'introduction et la modification des données sont réservées aux seules personnes autorisées à cet effet par le prestataire ;
 - b. l'accès du public à un certificat électronique ne peut avoir lieu sans le consentement préalable du titulaire du certificat ;
 - c. toute modification de nature à compromettre la sécurité du système peut être détectée ;
12. vérifier, d'une part, l'identité de la personne à laquelle un certificat électronique est délivré, en exigeant d'elle la présentation d'un document officiel d'identité, d'autre part, la qualité dont cette personne se prévaut et conserver les caractéristiques et références des documents présentés pour justifier cette identité et cette qualité ;
13. s'assurer au moment de la délivrance du certificat électronique que les informations qu'il contient sont exactes et que le signataire qui y est identifié détient les données de création de signature électronique correspondant aux données de vérification de signature électronique contenues dans le certificat ;
14. fournir par écrit à la personne qui demande la délivrance d'un certificat électronique, avant la conclusion d'un contrat de prestation de services de certification électronique et dans une langue aisément compréhensible, les informations suivantes :
 - d. modalités et conditions d'utilisation du certificat,
 - e. soumission ou non à la qualification des prestataires de services de certification,
 - f. modalités de contestation et de règlements de litiges ;
15. fournir aux personnes qui se fondent sur un certificat électronique les informations prévues à l'alinéa précédent ;
16. posséder des garanties financières suffisantes pour exercer ses activités et, le cas échéant, indemniser les utilisateurs de ses services ayant subi des dommages du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de ses obligations.

Article 12

La fourniture de prestations de certification de signature électronique est soumise à autorisation délivrée par une autorité publique qui sera désignée par décret précisant les attributions de cette autorité ainsi que toutes les conditions, règles et procédures relatives à l'exercice de ses missions.

Toutefois pour toutes les opérations bancaires et financières, la qualification est délivrée par la Banque Centrale après évaluation réalisée par ses services ou par un organisme spécialisé dans la sécurisation des systèmes d'information et accrédité par elle.

A cet effet, une instruction de la Banque Centrale déterminera la procédure d'accréditation des organismes de qualification et la procédure d'évaluation et de qualification des prestataires de services de certification électronique conformément aux exigences prévues par la présente ordonnance.

Article 13

Un certificat électronique délivré par un prestataire de services de certification électronique établi hors du territoire national et affilié à un réseau international de certification électronique reconnu par la Banque Centrale, a la même valeur juridique que celui délivré par un prestataire de services de certification établi sur le territoire national.

Chapitre III : Des instruments et procédés de paiement électroniques

Section 1 : Du rôle de la Banque Centrale

Article 14 : La Banque Centrale est chargée d'assurer, au moyen de normes réglementaires, la régulation et le développement des instruments et procédés de paiements électroniques par les banques, les établissements financiers ou leur groupement.

Elle est chargée, conformément aux normes en la matière, d'assurer le contrôle des institutions financières soumises à la présente ordonnance et de veiller à la sécurité des instruments et procédés de paiements électroniques mis en place par les mêmes institutions.

En cas de suspicion ou d'informations recueillies auprès de tiers faisant état d'une violation des dispositions de la présente ordonnance notamment de l'article 16.3, la Banque Centrale est autorisée à effectuer des contrôles inopinés auprès de toute institution financière, commerçant ou prestataire de service établi en Mauritanie.

Enfin, elle est chargée, en la matière, de veiller à l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Section 2 - Dispositions générales

Article 15

Le présent chapitre s'applique aux opérations bancaires effectuées par tout support ou procédé électronique, lorsqu'au moins l'une des parties est située sur le territoire mauritanien.

Article 16

1. Les institutions financières sont habilitées à émettre des cartes de paiement et de retrait, du porte-monnaie électronique et du télépaiement ainsi que tout autre procédé et instrument moderne de paiement à naître en vue d'instituer des mécanismes et des instruments de virement électronique de dimension nationale ou Internationale.

2. Les institutions financières ou groupement d'institutions financières désirant assurer la mise en place de tout système de paiement électronique interbancaire devront, avant le démarrage de leurs activités, faire obligatoirement l'objet d'un agrément de la Banque Centrale

3. Les opérations bancaires et de paiement effectuées par tout support ou procédé électronique sont régies par la réglementation des changes en vigueur lorsqu'elles passent par des réseaux internationaux.

Le règlement de toute opération de paiement fait par un instrument de paiement électronique est obligatoirement effectué dans le compte du bénéficiaire domicilié auprès d'une banque établie en Mauritanie.

4. Tout système de paiement électronique interbancaire doit être couvert par une assurance instituée à partir d'un fonds de garantie conventionnel dont les règles générales de mise en œuvre devront être approuvées par la Banque Centrale.

5. Les règles, procédures de règlement et de compensation des opérations de transfert électronique de fonds sont fixées par un accord interbancaire dûment approuvé par la Banque Centrale.

Section 3 : De la carte de paiement

Article 17

La carte de paiement ou de retrait est strictement personnelle. Elle engage, sous réserve des cas d'opposition prévus par la présente ordonnance, la responsabilité de son titulaire.

Article 18

Le code personnel servant à l'usage de la carte bancaire est strictement confidentiel. Le porteur qui communique son code personnel assume l'entière responsabilité de son acte.

Article 19

En dehors des conditions financières arrêtées par les parties, aucun surcoût ne peut être appliqué par l'accepteur en raison de l'usage de la carte de paiement.

Article 20

L'émission d'une carte pour des opérations de retrait ou de paiement est régie par un contrat porteur signé entre la banque ou l'établissement financier et son client. Sous réserve d'une nullité, le contrat porteur proposé par la banque ou l'établissement financier devra obligatoirement contenir les mentions suivantes :

1. L'objet du contrat ;
2. Les conditions de délivrance de la carte ainsi que celles du code confidentiel ;
3. Les règles d'utilisations, le coût de la carte ainsi que les sanctions y afférentes
4. Les conditions financières ;
5. Les conditions de modifications, de suspension et de résiliation du contrat ;
6. La recevabilité et les modalités d'opposition relative aux cartes ;
7. Les responsabilités et obligations de chacune des parties contractantes ;
8. La durée de validité, le renouvellement, le retrait et la restitution de la carte ;
9. Les conditions d'accès aux informations, les délais de réclamation, le règlement des litiges.

Article 21

Tout groupement bancaire ou tout émetteur peut mettre un terminal de paiement électronique à la disposition d'un commerçant ou d'un prestataire de service. A cet effet, un contrat d'acceptation est obligatoirement signé entre le commerçant ou prestataire de service appelé accepteur et une banque, un établissement financier, un représentant dûment habilité ou une institution désignée par un groupement de banques ou d'établissements financiers.

Tout terminal de paiement électronique installé dans les commerces doit obligatoirement accepter les cartes du ou des groupements interbancaires agréées.

Le contrat d'acceptation devra obligatoirement contenir les mentions suivantes :

1. L'objet du contrat d'acceptation ;
2. Les conditions de souscription du contrat ;
3. Les dispositions relatives aux cartes et aux parties contractantes ;
4. Les conditions financières et de garanties du paiement;
5. Les mesures de sécurité ;
6. Les conditions de fonctionnement du terminal de paiement électronique (TPE) ;
7. Les sanctions ;
8. Les conditions de modification, de suspension et de résiliation du contrat.

Article 22

Tout contrat d'acceptation suppose une domiciliation de compte auprès d'une banque ou d'un établissement financier agréé en Mauritanie.

L'accepteur est, à tout moment de la vie du contrat, libre de changer de domiciliation bancaire. Toute clause contraire est nulle et ne saurait, pour cette raison, faire l'objet de frais ou pénalité quelconque.

Article 23

Les tarifs, les délais et les impayés afférents aux opérations financières électroniques sont régis par une convention interbancaire approuvée par la Banque Centrale.

Article 24

La définition des mentions obligatoires relatives aux différents contrats porteur et d'acceptation ne peut, en aucun cas, être en contradiction avec la réglementation bancaire.

Article 25

Toute clause contenant une renonciation préalable des droits du bénéficiaire non prévue par la présente ordonnance est nulle de tout effet.

Paragraphe 1 : Des obligations de l'émetteur

Article 26

L'émetteur d'une carte de paiement ou de retrait doit signer un contrat avec la personne à qui, il la délivre et avec les prestataires de biens et services qui désirent l'accepter.

L'émetteur doit, préalablement à la délivrance d'une carte de paiement ou de retrait, s'assurer que le demandeur n'a pas fait l'objet d'une décision de retrait de carte ou d'une mesure d'interdiction bancaire ou judiciaire de se faire délivrer des cartes de paiement ou de retrait ou d'une condamnation pour les infractions visées aux **articles 70** et suivants de la présente ordonnance.

Cependant cette disposition ne vise pas le porte-monnaie électronique.

En tout état de cause, les banques et établissement financiers ne sont pas tenus de délivrer une carte de paiement ou de retrait.

L'émetteur est tenu d'honorer le règlement des achats effectués par son client avec la carte après s'être assuré de la validité de l'ordre de paiement et de l'absence d'opposition au paiement.

L'émetteur peut, par décision dûment motivée, demander la restitution d'une carte délivrée par lui. Dans ce dernier cas, sous peine d'encourir la sanction prévue par le paragraphe précédent, l'émetteur est tenu de déclarer le retrait de la carte à la Banque Centrale ou aux services habilités par cette dernière.

En dehors du porte-monnaie électronique, il ne peut être délivré à un demandeur sanctionné par une mesure d'interdiction aucune autre carte bancaire tant que la mesure d'interdiction n'aura pas été levée.

Article 27

L'émetteur est tenu d'informer toute personne à qui il remet une carte ou toute autre personne qui en fait la demande, des conditions d'utilisation des cartes bancaires, instruments et procédés électroniques de paiement qui lui sont délivrés, ainsi que des sanctions encourues en cas d'utilisation abusive.

L'émetteur est tenu de :

- garantir la confidentialité bancaire ainsi que celle du ou des codes fournis au bénéficiaire ;
- mettre à la disposition du bénéficiaire les moyens appropriés lui permettant de vérifier les opérations réalisées ainsi que le solde suite à toute opération de transfert électronique de fonds ;
- prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute utilisation du moyen de transfert électronique de fonds dès opposition.

Article 28

1. En cas d'utilisation abusive d'une carte de paiement ou de retrait, l'établissement émetteur peut, dans les 4 jours ouvrables qui suivent la constatation de cette utilisation, enjoindre au titulaire de restituer la ou les cartes en sa possession émises par lui, et doit déclarer cette décision de retrait au fichier des incidents de paiements de la Banque Centrale.
2. Les opérations de paiement et retrait effectuées après mise en opposition confirmée sont à la charge de l'émetteur.
3. Les enregistrements des distributeurs et guichets automatiques de billets de banques et des appareils automatiques ou leur reproduction sur un support informatique constituent la preuve des opérations effectuées au moyen de la carte et la justification de leur imputation aux comptes sur lesquels cette carte fonctionne.
4. La banque ou l'établissement financier sera responsable des pertes directes encourues par le titulaire de la carte dues au mauvais fonctionnement du système sur lequel elle a un contrôle direct.
Toutefois, la banque ou l'établissement financier ne sera pas tenu pour responsable d'une perte due à une panne technique du système de paiement si celle-ci est signalée au titulaire de la carte par un message sur l'appareil ou d'une autre manière visible.
5. La responsabilité de la banque ou l'établissement financier pour l'exécution erronée de l'opération sera limitée au montant principal débité du compte du titulaire de la carte ainsi qu'aux commissions et intérêts de ce montant au taux légal.
Toutefois, la responsabilité de la banque ou l'établissement financier sera réduite lorsque le titulaire aura contribué de manière avérée à la faute.

Paragraphe 2 : Des obligations du titulaire

Article 29

L'ordre ou l'engagement de payer donné au moyen d'une carte de paiement est irrévocable.

Seules les oppositions suivantes sont autorisées lorsqu'elles sont motivées par la perte, le vol, l'utilisation frauduleuse de la carte, du porte-monnaie ou des données liées à son utilisation, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens à l'encontre du bénéficiaire du paiement.

L'opposition au paiement faite par simple appel téléphonique est recevable et produit les mêmes effets que l'opposition écrite.

Le cas échéant, le demandeur n'est pas tenu de communiquer le numéro de sa carte bancaire. Cependant, pour être valable, l'opposition par appel téléphonique devra être confirmée par le demandeur muni de toutes pièces justificatives dans les vingt quatre (24) heures ouvrées qui suivent la demande d'opposition. Cette confirmation est faite auprès de l'émetteur de la carte bancaire.

Lorsqu'il reçoit une opposition pour perte ou vol d'une carte de paiement ou d'un porte-monnaie électronique, l'émetteur est tenu de remettre à son client un récépissé d'opposition et d'en informer la Banque Centrale ou l'institution désignée par elle.

Article 30

Le titulaire de la carte de paiement autorise un débit automatique sur son compte bancaire, en exécution de son ordre de paiement. Le débit a lieu immédiatement, sauf stipulation contractuelle contraire prévoyant un débit à une date ultérieure.

Article 31

Le titulaire de la carte est responsable de l'utilisation et de la conservation de celle-ci. Il assume les conséquences de l'utilisation de la carte tant qu'il n'a pas fait opposition confirmée auprès de l'émetteur.

Article 32

La responsabilité du titulaire d'une carte de paiement, n'est pas engagée si le paiement contesté a été effectué frauduleusement, à distance, sans utilisation physique de sa carte.

De même, sa responsabilité n'est pas engagée en cas de contrefaçon de sa carte et si au moment de l'opération contestée, il était en possession physique de sa carte.

Article 33

Dans les cas prévus à l'**article 32**, si par écrit, le titulaire de la carte conteste avoir effectué un paiement ou un retrait, les sommes contestées lui sont restituées sur son compte par l'émetteur de la carte ou restituées, sans frais, **au plus tard dans le délai de 45 jours calendaires** à compter de la réception de la contestation.

La contestation prévue à l'alinéa précédent doit être émise au plus tard **60 jours** calendaires après la date de l'opération contestée.

Article 34

En cas d'utilisation frauduleuse d'une carte de paiement, de crédit ou de retrait telle que prévue par l'**article 33**, l'émetteur de la carte rembourse à son titulaire la totalité des frais bancaires qu'il a supportés.

Paragraphe 3 : Des obligations du bénéficiaire

Article 35

Le fournisseur de biens et services doit porter à la connaissance de la clientèle qu'il accepte le paiement par carte en indiquant la dénomination de celle-ci.

Il doit, avant chaque opération, se conformer aux règles de vérification prévues par le contrat commerçant.

Le bénéficiaire du paiement engage sa responsabilité vis-à-vis de l'émetteur. Il est tenu de supporter la charge intégrale du règlement s'il n'a pas effectué les vérifications prévues à l'alinéa précédent et par les dispositions contractuelles.

Section 4 – Du virement électronique

Article 36 Obligations générales

1. Toute institution financière qui reçoit des messages transmis afin de donner suite à l'ordre de paiement, doit notamment veiller à la bonne conservation ainsi qu'au respect de la confidentialité des données transmises. Elle est tenue à une obligation générale de sécurité.
2. Lorsqu'une banque réceptrice ou du bénéficiaire constate un défaut de concordance dans les éléments d'information relatifs à l'ordre de paiement, elle est tenue d'en donner avis à l'expéditeur, et au plus tard le jour ouvré suivant la fin de la période d'exécution.
3. Pour l'application de l'article **42, 45 et 46**, les agences et établissements distincts d'une institution financière sont considérés comme des institutions financières distinctes.
4. Un ordre de paiement cesse d'être valable s'il n'est ni accepté ni rejeté en vertu du présent article avant l'heure de clôture le cinquième jour ouvré suivant la fin de la période d'exécution.
5. Une institution financière qui est tenue de rembourser l'expéditeur de l'ordre de paiement qu'elle a reçu est libérée de cette obligation dans la mesure où elle effectue le remboursement directement à un expéditeur précédent. Toute institution financière venant après cet expéditeur précédent est libérée dans la même mesure.
6. Un donneur d'ordre qui a droit à un remboursement peut le recouvrer auprès de toute institution financière tenue à remboursement dans la mesure où cette banque n'a pas déjà effectué le remboursement. Une institution financière qui est tenue d'effectuer un remboursement est libérée de cette obligation dans la mesure où elle rembourse directement le donneur d'ordre. Toute autre institution financière ainsi obligée est libérée dans la même mesure.
7. Les paragraphes 5 et 6 ne s'appliqueront pas à une institution financière si leur application devait porter atteinte aux droits ou obligations que lui confère tout accord ou toute règle d'un système de transfert de fonds.

Article 37

L'émission, la modification ou la révocation d'un ordre de paiement effectuée par transmission de message de données ou par tout moyen similaire lie son expéditeur, qu'il soit émis par lui ou par toute autre personne qui a le pouvoir de le lier.

L'expéditeur n'est toutefois pas lié, s'il parvient à prouver qu'il n'est pas à l'origine de l'ordre de paiement donné par transmission de message de données.

L'expéditeur d'un ordre de paiement est tenu par les termes du message transmis.

L'expéditeur doit veiller à la bonne identification du destinataire du virement avant la transmission de l'ordre de paiement par message de données.

Article 38

L'expéditeur est tenu d'une obligation générale de sécurité dans la transmission des données au moment de l'émission de l'ordre de paiement. Il doit notamment prendre toutes les précautions techniques nécessaires à la sécurisation des données transmises.

Si par sa faute, les données sont obtenues et utilisées pour émettre un ordre de paiement en son nom, il reste tenu de l'ordre de paiement.

Article 39

1. Lorsqu'un ordre de paiement, une modification ou la révocation d'un ordre de paiement doit faire l'objet d'une authentification autrement que par une simple comparaison de signatures, un expéditeur apparent est lié :

- si l'authentification est, compte tenu des circonstances, une méthode commercialement raisonnable de protection contre les ordres de paiement non autorisés.
- si la banque réceptrice a respecté la procédure d'authentification

2. Un expéditeur d'un ordre de paiement est lié par les termes de l'ordre reçu par la **banque réceptrice**. Toutefois, il n'est pas lié par un ordre de paiement faisant double emploi ou par une erreur ou anomalie dans un ordre de paiement s'il existe une procédure conventionnelle de détection des ordres de paiement non conformes.

3. L'expéditeur est tenu de payer à la **banque réceptrice** le montant de l'ordre de paiement à compter du moment où elle l'accepte, mais ce paiement n'est dû que lorsque commence la période d'exécution.

Article 40 Paiement à la banque réceptrice

L'obligation de payer la **banque réceptrice** qui incombe à l'expéditeur est acquittée :

- si la banque réceptrice débite un compte de l'expéditeur tenu par elle, lorsqu'il y a inscription au débit ou
- si l'expéditeur est une banque, lorsqu'elle fait porter au compte de la banque réceptrice, tenu par elle, le crédit
- ou de toute autre manière prévue par la loi.

Article 41 Acceptation ou rejet de l'ordre de paiement par une banque réceptrice autre que la banque du bénéficiaire

1. La banque réceptrice, autre que la banque du bénéficiaire, est supposée avoir accepté l'ordre de paiement de l'expéditeur dès que se produit l'un des faits suivants :

- a) La banque reçoit l'ordre de paiement, à condition que l'expéditeur et la banque aient convenu que la banque exécuterait dès réception les ordres de paiement émanant de l'expéditeur;
- b) La banque donne avis de son acceptation à l'expéditeur;
- c) La banque émet un ordre de paiement ayant pour objet de donner suite à l'ordre de paiement reçu;
- d) La banque débite un compte de l'expéditeur auprès d'elle en règlement de l'ordre de paiement;

e) Le délai prévu au paragraphe 2 pour donner avis du rejet s'est écoulé sans qu'un avis ait été donné.

2. La banque réceptrice qui n'accepte pas un ordre de paiement est tenue de donner avis du rejet au plus tard le jour ouvré suivant la fin du délai d'exécution, à moins que :

- a) Lorsque le paiement doit être effectué par débit d'un compte de l'expéditeur auprès de la banque réceptrice, il n'y ait pas suffisamment de fonds sur le compte pour régler l'ordre de paiement;
- b) Lorsque le paiement doit être effectué par d'autres moyens, le paiement n'ait pas été effectué; ou
- c) Il n'y ait pas suffisamment d'éléments d'information pour identifier l'expéditeur.

Article 42 : Obligations d'une banque réceptrice autre que la banque du bénéficiaire

1. Une banque réceptrice qui accepte un ordre de paiement est tenue en vertu de celui-ci d'émettre, au plus tard le jour ouvré suivant la fin de la période d'exécution, à l'intention de la banque du bénéficiaire **ou d'une banque intermédiaire**, un ordre de paiement conforme au contenu de celui qu'elle a reçu et qui comporte les éléments nécessaires pour réaliser le virement de manière appropriée.

Article 43 : Acceptation ou rejet de l'ordre de paiement par la banque du bénéficiaire

1. La banque du bénéficiaire accepte un ordre de paiement dès que se produit l'un des faits suivants :

- a) La banque reçoit l'ordre de paiement, à condition que l'expéditeur et la banque aient convenu que la banque exécuterait dès réception les ordres de paiement émanant de l'expéditeur;
- b) La banque donne avis de son acceptation à l'expéditeur;
- c) La banque débite un compte de l'expéditeur auprès d'elle en règlement de l'ordre de paiement;
- d) La banque crédite le compte du bénéficiaire ou met les fonds à la disposition de ce dernier de toute autre manière ;
- e) La banque donne avis au bénéficiaire qu'il a le droit de retirer les fonds ou d'utiliser le crédit;
- f) La banque utilise de toute autre manière le crédit conformément à l'ordre de paiement;
- g) La banque impute le crédit sur une dette du bénéficiaire envers elle ou l'utilise conformément à une décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente;
- h) Le délai prévu au paragraphe 2 pour donner avis du rejet s'est écoulé sans qu'un avis ait été donné.

2. La banque du bénéficiaire qui n'accepte pas un ordre de paiement est tenue de donner avis du rejet au plus tard le jour ouvré suivant la fin de la période d'exécution, à moins que :

- a) Lorsque le paiement doit être effectué par débit d'un compte de l'expéditeur auprès de la banque du bénéficiaire, il n'y ait pas suffisamment de fonds sur le compte pour régler l'ordre de paiement;
- b) Lorsque le paiement doit être effectué par d'autres moyens, le paiement n'ait pas été effectué; ou
- c) Il n'y ait pas suffisamment d'éléments d'information pour identifier l'expéditeur.

Article 44 : Obligations de la banque du bénéficiaire

1. La banque du bénéficiaire qui accepte un ordre de paiement est tenue de mettre les fonds à la disposition du bénéficiaire, ou d'utiliser le crédit de toute autre manière, conformément à l'ordre de paiement et à la loi régissant la relation entre elle et le bénéficiaire.
2. Sauf indication contraire figurant dans l'ordre de paiement, la banque du bénéficiaire est tenue, au plus tard le jour ouvré suivant la fin de la période d'exécution, de donner avis au bénéficiaire qui n'est pas titulaire d'un compte chez elle qu'elle tient les fonds à sa disposition, si elle dispose de suffisamment d'éléments d'information pour donner un tel avis.

Article 45 : Moment où la banque réceptrice doit exécuter l'ordre de paiement et en donner avis

1. En principe, une banque réceptrice qui est tenue d'exécuter un ordre de paiement doit le faire, sous réserve d'une date contraire, le jour ouvré où elle le reçoit. Si elle ne le fait pas, elle est tenue de l'exécuter le jour ouvré suivant le jour où elle a reçu l'ordre de paiement.
2. Une banque réceptrice qui est tenue d'exécuter un ordre de paiement parce qu'elle l'a accepté en application de l'article 41-1 e) doit l'exécuter avec valeur au plus tard le jour où l'ordre de paiement est reçu ou le jour où
 - a) Lorsque le paiement doit être effectué par débit d'un compte de l'expéditeur auprès de la banque réceptrice, il y a suffisamment de fonds sur le compte pour régler l'ordre de paiement, ou
 - b) Lorsque le paiement doit être effectué par d'autres moyens, le paiement a été effectué.
3. Une banque réceptrice qui reçoit un ordre de paiement après l'heure limite pour ce type d'ordres de paiement est habilitée à le considérer comme ayant été reçu le jour suivant où elle exécute ce type d'ordres de paiement. Si une banque réceptrice est tenue d'exécuter une opération un jour où elle n'effectue pas ce type d'opérations, elle doit l'exécuter le jour suivant où elle exécute ce type d'opérations.

Article 46 : Révocation

1. Un ordre de paiement ne peut pas être révoqué par l'expéditeur, sauf si l'ordre de révocation est reçu par la banque du bénéficiaire à un moment et selon des modalités tels qu'elle soit raisonnablement en mesure d'y donner suite avant le moment où le virement est achevé ou le commencement du jour où les fonds doivent être placés à la disposition du bénéficiaire, si ce moment est postérieur.
2. Tout ordre de révocation doit être authentifié.
3. Si le destinataire d'un remboursement n'est pas le donneur d'ordre du virement, il transmet le remboursement à l'expéditeur précédent.
4. Le décès, l'insolvabilité, la faillite ou l'incapacité de l'expéditeur ou du donneur d'ordre n'emporte pas révocation de l'ordre de paiement ni ne met fin au pouvoir de l'expéditeur.

5. Les principes énoncés dans le présent article s'appliquent à la modification d'un ordre de paiement.

Article 47 : Remboursement

Si le virement n'est pas achevé, la banque du donneur d'ordre est tenue de lui restituer tout paiement reçu de lui, accru des intérêts courant à compter du jour du paiement jusqu'au jour du remboursement. La banque du donneur d'ordre, et chaque banque réceptrice suivante, a droit au remboursement de toutes sommes qu'elle a versées à la banque réceptrice suivante, accrues des intérêts courant à compter du jour du paiement jusqu'au jour du remboursement.

Article 48 : Restitution d'un trop-perçu

Lorsque le virement est achevé mais que le montant de l'ordre de paiement exécuté par une banque réceptrice est supérieur au montant de l'ordre de paiement qu'elle a accepté, la banque peut se prévaloir des mêmes droits de recouvrer la différence auprès du bénéficiaire que ceux qui peuvent être prévus par la loi dans les cas où un virement n'est pas achevé.

Article 49 : Responsabilité

La banque du donneur d'ordre répond des fautes des banques auxquelles elle se substitue pour l'exécution du virement qu'elle les ait choisies ou non sauf son recours contre celles-ci.

Article 50 : Achèvement du virement

1. Le virement s'achève lorsque la banque du bénéficiaire accepte un ordre de paiement en faveur de celui-ci. A l'achèvement du virement, la banque du bénéficiaire lui est redevable du montant de l'ordre de paiement qu'elle a accepté. L'achèvement est sans autres effets sur la relation entre le bénéficiaire et la banque du bénéficiaire.

2. Le virement est achevé même si le montant de l'ordre de paiement accepté par la banque du bénéficiaire est inférieur au montant de l'ordre de paiement émis par le donneur d'ordre du fait qu'une ou plusieurs banques réceptrices ont prélevé des frais. L'achèvement du virement ne porte atteinte à aucun des droits que pourrait avoir le bénéficiaire, en vertu de la loi applicable régissant l'obligation sous-jacente, de recouvrer le montant de ces frais auprès du donneur d'ordre.

Section 5 : Du fichier des incidents de paiements

Article 51

La Banque Centrale détient un fichier des incidents de paiements sur les cartes de paiement. Ce fichier enregistre :

- Les oppositions et interdictions bancaires de se faire délivrer une carte de paiement ;
- Les violations d'interdiction bancaire ou judiciaire de se faire délivrer une carte de paiement ;
- Les mainlevées d'interdiction bancaire ou judiciaire relatives aux cartes ;
- Les décisions de retrait des cartes pour usage abusif.

L'accès aux informations contenues dans ce fichier est strictement réservé aux banques et établissements financiers ou aux personnes autorisées par la loi. Les modalités d'accès à ce fichier sont définies par instruction de la Banque Centrale.

Article 52

Avant toute délivrance d'une carte paiement à un client, l'émetteur de la carte doit consulter le fichier des incidents de paiements sur les cartes de paiements. Il doit conserver une trace de la réponse qui lui est faite à ce sujet par la Banque Centrale ou les services autorisés par cette dernière.

La banque ou l'établissement financier qui ne procède pas à la consultation prévue à l'alinéa précédent ou qui délivre une carte de paiement à un client nonobstant la mesure d'interdiction bancaire ou judiciaire de carte ou de retrait d'une carte bancaire dont celui-ci est l'objet, s'expose aux sanctions civiles et pénales prévues par la présente ordonnance.

CHAPITRE IV : Des opérations du commerce électronique

Article 53

Le contrat souscrit par voie électronique est admis au même titre que le contrat écrit. Toutefois, le contrat par voie électronique ne peut porter sur des questions relatives :

- A la création et au transfert de biens immobiliers à l'exception de la location ;
- A l'état et au statut des personnes ;
- A tout domaine pour lequel la loi prévoit une forme contractuelle particulière.

Article 54

Nonobstant les règles générales relatives à la formation des obligations contractuelles, le contrat par voie électronique est également régi par les dispositions mentionnées dans les articles ci-dessous.

Article 55

Avant la conclusion du contrat, le vendeur est tenu lors des transactions commerciales par voie électronique, de fournir au consommateur de manière claire et compréhensible les informations suivantes :

- Identité et adresse du vendeur ou du prestataire de service ;
- Eléments de l'offre et toutes les informations sur les produits et services ;
- Toutes les étapes de la conclusion du contrat et les conditions financières ;
- Conditions de livraison et de transport ;
- Garanties relatives aux produits et services ;
- Délai de rétraction du consommateur ;
- Conditions de confirmation du contrat ;
- Mode de retour du produit, délai et conditions de remboursement.

Sous peine de nullité du contrat, ces informations doivent être fournies par voie électronique et mises à la disposition du consommateur pour consultation à tous les stades de la transaction.

Article 56

Il est interdit au vendeur de livrer un produit non commandé par le consommateur lorsqu'il est assorti d'une demande de paiement.

En cas de délivrance d'un produit non commandé par le consommateur, celui-ci ne peut être sollicité pour le paiement de son prix ou du coût de sa livraison.

Article 57

Avant la conclusion du contrat, le vendeur doit permettre au consommateur de récapituler définitivement l'ensemble de ses choix et de confirmer la commande ou de la modifier selon sa volonté et de consulter le certificat électronique relatif à sa signature.

Article 58

Sauf accord contraire entre les parties, le contrat est censé être conclu à l'adresse du vendeur et à la date de l'acceptation de la commande par ce dernier, par un document électronique signé et adressé au consommateur.

Article 59

Le vendeur doit fournir au consommateur, à sa demande, et dans les dix (10) jours suivant la conclusion du contrat un document écrit ou électronique contenant l'ensemble des données relatives à l'opération de vente.

Article 60

Sans préjudice des dispositions du code des obligations et des contrats, le consommateur peut se rétracter dans un délai de dix (10) jours ouvrables, courant :

- à compter de la date de leur réception par le consommateur, pour les produits ;
- à compter de la date de conclusion du contrat, pour les services.

La notification de la rétractation se fait par tout moyen prévu préalablement dans le contrat. Dans ce cas, le vendeur est tenu de rembourser le montant payé par le consommateur dans les dix (10) jours ouvrables à compter de la date de retour du produit ou de la renonciation au service. Le consommateur supporte les frais de retour du produit.

Article 61

Nonobstant la réparation du préjudice au profit du consommateur, ce dernier peut restituer le produit en l'état s'il n'est pas conforme à la commande ou si le vendeur n'a pas respecté les délais de livraison et ce, dans un délai de dix (10) jours ouvrables courant à compter de la date de livraison.

Dans ce cas, le vendeur doit rembourser la somme payée et les dépenses conformément aux dispositions de l'article précédent.

Article 62

Sous réserve des dispositions de l'article **60** de la présente ordonnance et à l'exception des vices apparents ou cachés, le consommateur ne peut pas se rétracter dans les cas suivants :

- s'il reçoit des produits confectionnés selon des caractéristiques personnalisées ou des produits périssables ou qui ne peuvent être réexpédiés ;
- lorsqu'il décèle les enregistrements audio ou vidéo ou les logiciels informatiques livrés ou téléchargés ;
- l'achat de journaux et magazines.

Article 63

Lorsque l'opération d'achat est entièrement ou partiellement couverte par un crédit accordé au consommateur par le vendeur ou par un tiers sur la base d'un contrat conclu entre le vendeur et le tiers, la rétractation du consommateur entraîne la résiliation, sans pénalité, du contrat de crédit.

Article 64

A l'exception des cas de mauvaise utilisation, le vendeur supporte, dans les cas de vente avec essai, les risques auquel le produit est exposé et ce, jusqu'à l'accomplissement de la période d'essai du produit.

Est considérée nulle et non avenue, toute clause exonératoire de responsabilité contraire aux dispositions du présent article.

Article 65

Dans le cas d'indisponibilité du produit ou du service commandé, le vendeur doit en informer le consommateur dans un délai maximum de 24 heures avant la date de livraison prévue au contrat et rembourser conformément aux dispositions de l'article **60** l'intégralité de la somme payée à son titulaire.

Sauf cas fortuit ou de force majeure, le contrat est résilié si le vendeur enfreint à ses engagements et dans ce cas, le consommateur récupère les sommes payées sans préjudice des dommages et intérêts.

Article 66

Le vendeur doit prouver l'existence de l'information préalable, la confirmation des informations, le respect des délais et le consentement du consommateur. Toute clause contraire est considérée nulle et non avenue.

CHAPITRE V - Des infractions relatives aux instruments de paiement et au commerce électronique

Section 1 : De la prévention des infractions

Article 67

Les informations contenues dans le fichier recensant les décisions de retrait de cartes de paiement et les oppositions pour cartes et porte-monnaie électronique perdus ou volés sont communiquées par la Banque Centrale, aux banques et établissements financiers qui en feront la demande avant d'accorder le bénéfice d'un produit ou service bancaire. A cet effet, les informations communiquées comportent exclusivement le numéro de la carte retirée ou mise en opposition.

Lorsque le titulaire d'une carte donne un ordre de paiement, le bénéficiaire du paiement doit s'assurer que le titulaire ne fait pas l'objet d'une décision de retrait de carte. Il doit aussi s'assurer que la carte n'est pas en opposition. Au cas échéant, il engage son entière responsabilité pour tout paiement accepté.

Article 68

Les commerçants, personnes physiques et morales, disposant d'équipements de paiement électronique sont tenus de mettre en place une installation permettant aux clients de composer leur code confidentiel hors la vue d'autres personnes.

En composant leur code confidentiel, les clients devront utiliser les installations mises en place à cet effet pour se mettre à l'abri des regards indiscrets.

Les commerçants doivent occulter le numéro des cartes bancaires sur les factures délivrées aux clients.

Section 2 : De la répression des infractions

Article 69

Les banques ou établissements financiers qui auront mis en place un système de paiement ou de retrait interbancaire sans l'agrément de la Banque Centrale seront passibles des sanctions suivantes :

- La saisie des équipements utilisés pour la mise en place dudit système interbancaire. A cet effet, la Banque Centrale défère la banque ou l'établissement financier devant les autorités compétentes en vue de procéder à l'opération de saisie après constat d'huissier de justice. Cette saisie a obligatoirement lieu dans un délai de 72 heures qui suivent la requête de la Banque Centrale.

Nonobstant cette mesure, la Banque Centrale est habilitée à prononcer à l'encontre des institutions fautives et de leurs dirigeants :

- le blâme ;

- l'avertissement ;
- la suspension de certaines opérations pour une durée maximale de trois mois ;
- la suspension d'un dirigeant pour une durée maximale de trois mois ;
- la nomination d'un administrateur provisoire.

La saisie des équipements prévue au présent article est également applicable aux commerçants et prestataires de service qui violent les dispositions prévues par l'article 16.3 de la présente ordonnance.

Article 70

Sont passibles de l'emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50000 à 300 000 ouguiyas, ceux qui auront :

1. utilisé sans autorisation et en connaissance de cause des données d'identification pour le lancement ou le traitement d'une opération de paiement électronique ;
2. utilisé en connaissance de cause des données d'identification fictives pour le lancement ou le traitement d'une opération de paiement électronique ;
3. manipulé des données ou des informations portant sur des comptes ou d'autres données d'identification, en vue du lancement ou du traitement d'une opération de paiement électronique ;
4. transmis sans y être autorisés des données d'identification en vue du lancement ou du traitement d'une opération de paiement électronique ;
5. détenu sans y être autorisés et en connaissance de cause un élément ou une partie d'une carte bancaire ou tout autre instrument de paiement électronique.
6. ceux qui auront sciemment utilisé une carte bancaire après expiration de ladite carte, après opposition pour perte ou pour vol.
7. ceux qui, malgré l'injonction de restitution reçue, continuent à utiliser la carte irrégulièrement détenue.

Les mêmes peines seront appliquées à toute personne impliquée, en qualité de complice ou d'instigatrice, dans l'un des comportements décrits, ci-dessus, et supposant une intention criminelle ou qui aura obtenu, en connaissance de cause, des valeurs ou des avantages pécuniaires provenant de ces comportements.

Article 71

Sont passibles d'un emprisonnement de 6 mois à cinq ans et d'une amende de 50.000 à 500.000 ouguiyas :

1. ceux qui se seront frauduleusement approprié une carte bancaire ou tout autre instrument électronique de paiement ;
2. ceux qui auront contrefait ou falsifié une carte bancaire ou tout autre instrument électronique de paiement ;
3. ceux qui, en connaissance de cause, auront fait usage ou tenté de faire usage d'une carte bancaire ou de tout autre instrument électronique de paiement contrefait, falsifié ou obtenu frauduleusement ;
4. ceux qui, en connaissance de cause, auront accepté de recevoir un paiement au moyen d'une carte bancaire ou de tout autre instrument électronique de paiement contrefait, falsifié ou obtenu frauduleusement ;

5. ceux qui auront détenu, en connaissance de cause, une carte bancaire ou tout autre instrument électronique de paiement contrefait, falsifié ou obtenu frauduleusement ;
6. fabriqué, manié, détenu ou utilisé sans autorisation un équipement spécifique, en vue :
 - de la fabrication ou de l'altération d'une carte bancaire, d'un porte-monnaie ou partie de ceux-ci ;
 - du lancement ou du traitement d'une opération ou d'un système de paiement électronique quelconque ;
 - de la modification ou de l'altération de toute information ou de donnée afférente à tout instrument ou opération de paiement électronique ;

Nonobstant les mesures préventives pouvant être prises, la confiscation des matières, machines, appareils ou instruments qui ont servi ou étaient destinés à servir la fabrication des cartes sera prononcée par décision de justice.

Article 72

Le tribunal compétent est tenu de communiquer à la Banque Centrale, toute décision portant interdiction de carte bancaire. La Banque Centrale est tenue à son tour, d'informer les établissements bancaires et financiers de cette interdiction.

En conséquence de cette interdiction, tout établissement bancaire ou financier informé de celle-ci par la Banque Centrale, doit s'abstenir de délivrer au condamné une carte bancaire.

Article 73

Sera punie des peines prévues à l'article 70, toute personne qui aura, en connaissance de cause, effectué ou fait effectuer, tenté d'effectuer ou de faire effectuer un transfert d'argent ou de valeur monétaire, dans le but de se procurer un avantage économique illégal ou de le procurer à une autre personne, causant ainsi de manière illicite une perte de propriété à un tiers, en :

1. introduisant, altérant, effaçant ou supprimant des données informatiques, en particulier des données permettant l'identification ;
2. perturbant le fonctionnement d'un logiciel ou d'un système informatique de paiement électronique.

Article 74

Les banques ou les établissements financiers qui indiquent une provision inférieure à la provision existante et disponible ou qui n'ont pas déclaré dans les conditions prévues, les incidents de paiements cités par la présente ordonnance sont soumis aux sanctions réglementaires prévues en la matière par la Banque Centrale.

Article 75

Sans préjudice des dispositions du Code pénal et des autres textes en vigueur, quiconque aura abusé de la faiblesse ou de l'ignorance d'une personne pour lui faire souscrire, dans le cadre d'un contrat par voie électronique, des engagements au comptant ou à crédit sous quelque forme que ce soit, sera puni d'une amende de 50.000 à 300.000 UM et d'une peine d'emprisonnement de 1 mois à 12 mois, lorsque les circonstances montrent que cette personne

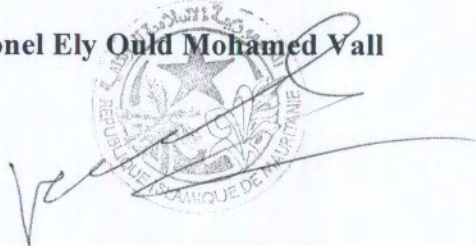
n'était pas en mesure d'apprécier la portée des engagements qu'elle prenait ou de déceler les ruses ou artifices déployés pour la convaincre à y souscrire, ou font apparaître qu'elle a été soumise à une contrainte.

Article 76

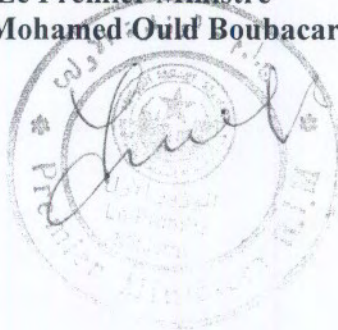
La présente ordonnance sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme Loi de l'Etat.

Nouakchott le 23 Août 2006

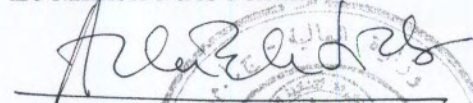
Colonel Ely Ould Mohamed Vall



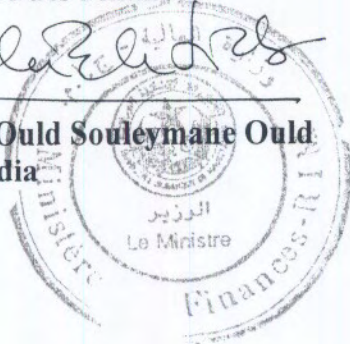
Le Premier Ministre
Sidi Mohamed Ould Boubacar



Le Ministre des Finances



Abdallah Ould Souleymane Ould
Cheikh-Sidia



La Secrétaire d'Etat auprès du Premier
Ministre Chargée des Technologies
Nouvelles

Mognana Sow Mohamed Deyna



شرف - أخاء - عدل

الجمهورية الإسلامية الموريتانية
رئاسة المجلس العسكري للعدالة والديمقراطية

تأشيرة : م. ع. ت. ن

الوزارة الأولى - الأمانة العامة للحكومة
Premier Ministere SG-G
إدارة التشريع Direction Legislation
تأشيرة VISA

031 - 2006

أمر قانوني رقم /يتعلق بأدوات الأداء
وعمليات التجارة الالكترونية

بعد مداولة ومصادقة المجلس العسكري للعدالة والديمقراطية،
يصدر رئيس المجلس العسكري للعدالة والديمقراطية رئيس الدولة الأمر القانوني التالي:

فصل تمهيدى

المادة الأولى : تعريفات

تعني العبارات المستعملة في هذا الأمر القانوني ما يلي :

بنك : يقصد به أي شخص اعتباري يستجيب للمعايير المنصوص عليها بموجب القوانين المنظمة للنشاط المصرفي في موريتانيا.

مؤسسة مالية : يقصد بها أي شخص اعتباري غير "البنك" المرخص له بموجب نص قانوني أو تنظيمي بأن يصدر أدوات وإجراءات أداء إلكتروني.

هيئة مالية : يقصد بها أي بنك أو مؤسسة مالية

القابل : أي تاجر أو مقدم خدمات يتوفر، حسب مفهوم المادة 21، على عقد قبول مع بنك أو مؤسسة مالية أو ممثل مخول قانونيا أو هيئة تحددها مجموعة من البنوك أو المؤسسات المالية.

المستفيد : أي شخص يمكن أن يكون موردا للبضائع أو مقدم خدمات أو أي شخص يستفيد من أداء يقوم بواسطة أداة أداء إلكترونية.

حامل البطاقة : أي شخص يتوفر على بطاقة مقدمة إليه من قبل بنكه أو مؤسسته المالية، ويطلق عليه اسم صاحب البطاقة.

مصدر : أي شخص اعتباري يرخص له الأمر القانوني في إطار نشاطه أن يضع أداة أداء إلكترونية تحت تصرف شخص آخر بموجب عقد مبرم مع هذا الأخير.

أداة أداء إلكترونية : أية وسيلة تسمح بإجراء العمليات التالية كلياً أو جزئياً بواسطة إلكترونية : تحويل نقود، سداد معاملة، سحب وإيداع نقود، النفاذ إلى حساب، تعبئة أو تفريغ بطاقة مصرفية.

بطاقة أداء : أي بطاقة صادرة عن مؤسسة مصرفية أو مالية وتسمح لصاحبها بسحب أو تحويل أموال.

بطاقة سحب : بطاقة تخول صاحبها، إمكانية سحب نقود من أجهزة توزيع آلي أو شبائيك أوتوماتيكية بنكية أو لدى الهيئة التي صدرت عنها.

بطاقة ائتمان : أي بطاقة أداء تخول (بوجه خاص)، بموجب بند صريح في العقد المبرم بين المصدر وصاحب البطاقة، سحباً مؤجلاً على حساب صاحبها، أو أي نوع آخر من الائتمان. **محفظة نقود إلكترونية :** بطاقة أداء مسددة مسبقاً بمعنى أنها محملة بمبلغ يسمح بإجراء أداء إلكتروني بشكل محدود.

الأداء عن بعد : إجراء فني يسمح بتحويل أمر بالأداء عن بعد باستخدام وسائل أو آليات إصدار أوامر دون اتصال مباشر بين مختلف المتدخلين (المشاركين).

الحالة الإلكترونية: عبارة عن سلسلة عمليات تبدأ بأمر لصادر عنه الأمر بواسطة وسائل، أو إجراءات أداء إلكترونية بهدف وضع الأموال تحت تصرف المستفيد. ويمكن أن يتم خصوصاً بواسطة بطاقة بنكية أو محفظة نقود إلكترونية أو بطريقة الأداء عن بعد أو أية طريقة سداد إلكترونية أخرى.

المرسل : يقصد به الشخص الذي يصدر عنه أمر بالأداء، بما في ذلك الصادر عنه الأمر، وأية مؤسسة مالية مرسل.

أمر بالأداء : يعني الأمر اللامشروط، مهما كان شكله، والصادر عن المرسل لمؤسسة مالية مستقبلية بشأن وضع مبلغ نقدي محدد وقابل للتحديد تحت تصرف مستفيد.

الصادر عنه الأمر : يقصد به من صدر عنه أول أمر بالأداء في حالة.

المستفيد : يقصد به الشخص المعين في أمر الأداء الخاص بالصادر عنه الأمر لاستقبال أموال جراء حالة.

البنك المركزي : يقصد به البنك المركزي الموريتاني

البنك الوسيط : يعني أية مؤسسة مالية مستقلة غير المؤسسة الصادر عنها الأمر أو مؤسسة المستفيد.

الأموال أو المبلغ النقدي : تشمل الائتمان المقيد في حساب تمسكه هيئة مالية والائتمان المحرر في وحدة حساب.

إثبات صحة أمر الأداء : يقصد به الإجراء المصطلح بشأنه لتحديد ما إذا كان أمر الأداء والتغيير أو فسخ أمر الأداء صادرا عن الشخص المشار إليه على أنه هو المرسل.

يوم العمل : يقصد به فترة اليوم الذي تقوم فيه الهيئة المالية بنزع العمليات المشار إليها.

فترة التنفيذ : يقصد بها مدة اليوم أو اليومين التي تبدأ من اليوم الأول حيث يمكن تنفيذ أمر الأداء وتنتهي في اليوم الأخير الذي يمكن تنفيذه وفقا لهذا الأمر القانوني.

التنفيذ : يقصد به الأداء في حالة إمكانية تطبيقه على هيئة مالية مستقبلة غير مؤسسة المستفيد، إصدار أمر بالأداء للاستجابة لأمر الأداء الذي تلقاه البنك المستقبل.

البنك المستقبل : يقصد به أي هيئة مالية تستقبل أمرا بالأداء.

بنك المستفيد : عبارة عن الهيئة المالية للشخص المنصوص عليه في أمر الأداء المتعلق بالصادر عنه الأمر لتلقي أموال إثر حوالة.

التجارة الإلكترونية : النشاط الذي يلتزم بموجبه شخص، يتصرف على أساس مهني، ومقابل أداء أن يوفر سلعا أو خدمات بعد تلقي أمر الطلب عن بعد وبوسيلة إلكترونية.

المستهلك : أي شخص أبرم مع محترف عقدا يخوله الامتلاك، والتمتع بصلاحية أو خدمة مخصصة للاستعمال الشخصي أو العائلي.

رسالة بيانات : المعلومة التي أنشئت أو أرسلت أو استقبلت بطرق أو وسائل إلكترونية أو طرق أو وسائل مماثلة وخصوصا تبادل البيانات المعلوماتية، والرسائل الإلكترونية والبرق والتلكس والاستنساخ عن بعد وصورة الشيك.

التوقيع الإلكتروني : التوقيع الإلكتروني يتمثل في استخدام طريقة يعتمد عليها للتعريف وتضمن ارتباطها بالمستند المرتبط بها.

التوقيع الإلكتروني الآمن : توقيع إلكتروني يستجيب، فضلا عن ذلك، إلى المتطلبات التالية:

- أن يكون مميزا للموقع؛
- أن ينشأ بوسائل يمكن للموقع أن يحافظ عليها تحت رقابته الخاصة؛
- أن يضمن وجود علاقة بالمستند الذي يرتبط به بحيث يتم كشف أي تغيير لاحق في المستند.

إفادة إلكترونية : وثيقة على شكل إلكتروني تفيد بوجود علاقة بين بيانات تدقيق التوقيع الإلكتروني وبين الموقع.

إفادة إلكترونية موصوفة : إفادة إلكترونية تستجيب فضلا عن ذلك للمتطلبات المشار إليها في المادة 10 من هذا الأمر القانوني.

بيانات إنشاء توقيع إلكتروني : العناصر الخاصة بالموقع كالمفاتيح المشفرة العامة المستخدمة لإنشاء توقيع إلكتروني.

الموقع أو صاحب التوقيع : كل شخص ينفذ نظاما لإنشاء توقيع إلكتروني.

نظام إنشاء توقيع إلكتروني : معدات أو برامج تهدف إلى تطبيق بيانات إنشاء توقيع إلكتروني.

بيانات تدقيق التوقيع الإلكتروني : عناصر كالمفاتيح المشفرة العامة المستخدمة لتدقيق التوقيع الإلكتروني.

نظام لتدقيق التوقيع الإلكتروني : أدوات أو برامج تخصص لتطبيق معطيات تدقيق التوقيع الإلكتروني.

نظام أمن لإنشاء توقيع إلكتروني : نظام يستجيب لمتطلبات المحددة في المادة 8 من هذا الأمر القانوني.

مقدم خدمات التصديق الإلكتروني : أي شخص يزود بالتصديق الإلكتروني أو يقدم خدمات أخرى في مجال التوقيع الإلكتروني.

اعتماد مقدمي خدمات التصديق الإلكتروني : العمل الذي يقوم بموجبه الغير، ويعرف بهيئة التصديق، بالإفادة بأن مقدم خدمات التصديق الإلكتروني يقدم خدمات مطابقة لمتطلبات خاصة بالجودة.

المادة 2 :

تنطبق أحكام هذا الأمر القانوني على أية معلومة مهما كان نوعها تأخذ شكل رسالة بيانات إلكترونية تتعلق بما يلي :

- الإثبات الإلكتروني ومقدمي خدمات الإفادة الإلكترونية؛
- العمليات المصرفية والمالية؛

- التجارة الإلكترونية؛
- أي نظام للأداء الإلكتروني؛
- المقايضة وسداد المدفوعات الإلكترونية.

الفصل الأول : الإثبات الإلكتروني وسلامته

القسم 1 : أحكام عامة

المادة 3 :

دون مساس بأحكام قانون العقود والالتزامات ، ينتج الإثبات الخطي أو المكتوب عن مجموعة حروف أو رموز أو أرقام أو أية إشارات أو علامات اصطلاحية أخرى تحمل معنى مفهوما مهما كانت دعيته أو إجراءات نقله.

المادة 4 :

يقبل المكتوب على شكل إلكتروني كإثبات، تماما مثل الكتابة على دعيمة ورقية، بشرط التعرف، حسب الأصول، على الشخص الذي صدر عنه وأن يعد ويحفظ في ظروف من شأنها ضمان وحدته.

ويكون للمكتوب على الدعيمة الإلكترونية نفس قوة الإثبات التي يتمتع بها المكتوب على الدعيمة الورقية.

المادة 5 : يجب الاحتفاظ بكشف بالعمليات التي أجريت بواسطة أدوات الأداء الإلكترونية، لمدة لا تقل عن 10 سنوات اعتبارا من تنفيذ العملية.

1. يجب أن تكون المعلومة التي تحتويها رسالة البيانات قابلة للرجوع إليها لاحقا؛
2. يجب الاحتفاظ برسالة البيانات بالشكل الذي أنشئت به أو أرسلت أو استقبلت أو على شكل يمكن إثبات عدم قابليتها للتعديل أو تحريف محتواها وأن الوثيقة المنقولة وتلك المحفوظة متطابقتان في كل التفاصيل؛
3. يجب الاحتفاظ بالبيانات التي يستطيع بواسطتها تحديد مصدر وجهة رسالة البيانات وكذلك التفاصيل المتعلقة بتاريخ ووقت الإرسال أو الاستقبال إن وجدت.

القسم 2 : التوقيع الإلكتروني

المادة 6 :

بالتوقيع الضروري لإتمام عقد قانوني يعرف صاحبه. ويبين التوقيع الإلكتروني الذي يتمثل في استخدام طريقة معتمدة للتعريف تثبت علاقتها بالفعل المرتبط بها، رضا الأطراف بالالتزامات المترتبة عليها.

ما لم يثبت العكس، يفترض أن اعتمادية طريقة التوقيع الإلكتروني، إذا كانت هذه الأخيرة تتعلق بتوقيع إلكتروني آمن، هي أكيدة بفضل نظام آمن لإنشاء التوقيع الإلكتروني إذا كان تدقيق التوقيع يعتمد على استخدام إفادة جيدة.

المادة 7 :

لا يمكن اعتبار التوقيع الإلكتروني مرفوضا لمجرد أنه يكون على شكل إلكتروني. وما لم يثبت العكس، فإن الوثيقة المكتوبة بشكل إلكتروني يفترض أنها موقعة من صاحبها وأن نصها لم يتغير إذا كانت تحمل توقيعاً إلكترونياً مصدقاً أو كان التوقيع يرتبط بها منطقياً. ويكون للتوقيع الإلكتروني الآمن المرتبط بإفادة إلكترونية جيدة، نفس قوة إثبات التوقيع المكتوب.

القسم 3 : سلامة التوقيع الإلكتروني

المادة 8 :

يجب أن يستوفي نظام إنشاء التوقيع الإلكتروني المتطلبات التالية :

1. يضمن بواسطة وسائل فنية وإجراءات خاصة به أن بيانات إنشاء التوقيع الإلكتروني لا يمكن :

(أ) تكرارها لأكثر من مرة وأن سريتها مضمونة؛

(ب) إيجادها عن طريق الاستنباط، وأن التوقيع الإلكتروني هو:

- محمي ضد أي تزوير؛

- محمي بما فيه الكفاية من طرف صاحب التوقيع ضد أي استخدام من طرف الغير.

2. أن يترتب عليه أي تعديل في محتوى العقد المطلوب توقيعه ولا يحول دون الاطلاع عليه بدقة من طرف صاحب التوقيع قبل توقيعه له.

يوصف نظام التوقيع الإلكتروني بأنه آمن، إذا كان يستوفي المتطلبات السابقة وإذا كان موضوع إفادة مطابقة مسلمة من قبل هيئة مخولة قانونياً لهذا الغرض. ينشر تسليم إفادة المطابقة في الجريدة الرسمية ويكون موضوع ملصقات حسب الترتيبات التنظيمية.

المادة 9 :

يجب تقييم نظام تدقيق التوقيع الإلكتروني ويجوز تصديقه إذا كان يسمح :

1. بضمان التطابق بين البيانات المستخدمة لتدقيق التوقيع الإلكتروني وتلك التي وضعت تحت تصرف المدقق للإطلاع عليها؛

2. بتأكيد صحة التوقيع الإلكتروني؛

3. بتحديد دقيق لشروط ومدة صلاحية الإفادة الإلكترونية المستخدمة وهوية الموقع؛

4. باكتشاف أي تعديل يؤثر على ظروف تدقيق التوقيع الإلكتروني.

المادة 10 :

لا تعتبر الإفادة الإلكترونية معترفا بها ما لم تكن صادرة عن مقدم خدمات معترف به وأن تحتوي على :

1. إشارة تدل على أن هذه الإفادة مسلمة بوصفها إفادة إلكترونية مصدقة؛
2. هوية مقدم خدمات تصديق الإفادات الإلكترونية؛
3. إسم صاحب التوقيع، وعند الاقتضاء، صفته؛
4. بيانات تدقيق التوقيع الإلكتروني المطابقة لبيانات إنشاء هذا الأخير؛
5. الإشارة إلى بداية ونهاية فترة صلاحية الإفادة الإلكترونية وكذلك شفرة تعريف هذه الأخيرة؛
6. التوقيع الإلكتروني الآمن لمقدم خدمات الإفادة الذي صدرت عنه الإفادة الإلكترونية؛
7. شروط استخدام الإفادة الإلكترونية وخاصة المبلغ الأعلى للمعاملات التي يمكن للإفادة أن تستخدم من أجلها.

الفصل II : عن مقدمي خدمات التصديق

المادة 11 :

يجب أن يستوفي كل مقدم خدمات إصدار التصديق الإلكتروني المتطلبات التالية :

1. إثبات اعتمادية خدمات التصديق الإلكتروني التي يقدمها؛
2. ضمان استمرار خدمة دليل يحصي الإفادات الإلكترونية للأشخاص الذين يطلبونها وذلك لصالح الأشخاص المزودين بإفادة إلكترونية؛
3. ضمان استمرار خدمة تسمح للشخص المزود بإفادة إلكترونية بأن يلغي الإفادة فوراً وبشكل مؤكد؛
4. السهر على إمكانية التحديد الدقيق لتاريخ ووقت تسليم وإلغاء الإفادة الإلكترونية؛
5. استخدام العمال ذوي المعرفة والتجربة والمؤهلات الضرورية لتوفير خدمات التصديق الإلكتروني؛
6. تطبيق إجراءات السلامة المناسبة واستخدام أنظمة ومنتجات تضمن السلامة الفنية والمشفرة للوظائف التي يقومون بها؛
7. اتخاذ أي إجراء من شأنه أن يجنب تزوير الإفادات الإلكترونية؛
8. ضمان سرية بيانات إنشاء التوقيع الإلكتروني لدى الإنشاء، وعند تزويد الموقع بها والامتناع عن الاحتفاظ بهذه البيانات أو استنساخها؛
9. الحرص في حالة التزويد، في أن واحد، ببيانات إنشاء وبيانات تدقيق التوقيع الإلكتروني، على أن تكون بيانات الإنشاء تتناسب مع بيانات التدقيق؛
10. الاحتفاظ، على شكل إلكتروني، بجميع البيانات المتعلقة بالإفادة الإلكترونية والتي يمكن أن تكون ضرورية للإدلاء بها كإثبات للتصديق الإلكتروني لدى القضاء؛
11. استخدام أنظمة لحفظ الإفادات الإلكترونية بحيث تضمن :

(أ) اقتصار إدخال وتعديل البيانات على الأشخاص المرخص لهم من طرف مقدم الخدمة لهذا الغرض؛

(ب) نفاذ الجمهور إلى الإفادة الالكترونية لا يتأتى دون موافقة صاحب الإفادة مسبقاً؛

(ج) إمكانية اكتشاف أي تعديل من شأنه أن يهدد سلامة النظام.

12. التأكد من جهة، من هوية الشخص الذي تم تزويده بإفادة الكترونية بإلزامه بتقديم وثيقة رسمية للهوية، ومن جهة أخرى من الصفة التي يتمتع بها هذا الشخص، ثم الاحتفاظ بمميزات ومراجع الوثائق المقدمة لتثبيت تلك الهوية وتلك الصفة.

13. التأكد لدى تسليم الإفادة الكترونية من أن البيانات التي تحتويها دقيقة وأن الموقع الذي تعرف به حائز على بيانات إنشاء الإفادة الالكترونية بما يتناسب مع بيانات تدقيق التوقيع الإلكتروني التي يحتويها التصديق.

14. منح الشخص الذي يطلب التزود بإفادة الكترونية قبل إبرام عقد أداء خدمات التصديق الإلكتروني، كتابيا وبلغة مفهومة بسهولة، البيانات التالية :

(أ) إجراءات وشروط استخدام الإفادة؛

(ب) الخضوع أو عكسه لأهلية أداء خدمات التصديق؛

(ج) إجراءات تتعلق بالاعتراض وتسوية النزاعات.

15. تزويد الأشخاص الذين يستندون إلى إفادة الكترونية، بالبيانات المشار إليها في البند أعلاه.

16. الحصول على ضمانات مالية كافية لممارسة هذا النشاط، وعند الاقتضاء، تعويض مستخدمي الخدمات الذين تعرضوا لأضرار نتيجة الإخلال بالتنفيذ أو التنفيذ السيئ لالتزامات موثر الخدمات.

المادة 12 :

يخضع أداء خدمات تصديق التوقيع الإلكتروني لترخيص صادر عن سلطة عمومية ستحدد بمرسوم يوضح صلاحيات هذه السلطة وكذلك كافة الشروط والقواعد والإجراءات المتعلقة بممارسة مهامها.

ومع ذلك يصدر الترخيص بالنسبة للعمليات المصرفية والمالية عن البنك المركزي بعد تقييم تجريه هيئة متخصصة في مجال سلامة أنظمة البيانات على أن تكون معتمدة لدى البنك المركزي.

ولهذا الغرض، سيحدد أمر من البنك المركزي إجراءات اعتماد هيئات الترخيص وإجراءات تقييم وترخيص مقدمي خدمات التصديق الإلكتروني وفقاً للمتطلبات التي ينص عليها هذا الأمر القانوني.

المادة 13 :

لإفادة الالكترونية الصادرة عن مقدم خدمات تصديق الكتروني يوجد خارج التراب الوطني وينتمي لشبكة دولية للتصديق الالكتروني معترف بها من طرف البنك المركزي نفس القيمة القانونية لتصديق صادر عن مقدم خدمات تصديق يوجد داخل التراب الوطني.

الفصل III : عن أدوات وإجراءات الأداء الالكتروني

القسم 1 : عن دور البنك المركزي

المادة 14 : يكلف البنك المركزي بأن يضمن بواسطة قواعد تنظيمية، ضبط وتنمية أدوات وإجراءات الأداء الالكتروني من طرف البنوك والمؤسسات المالية وتكتلاتهما.

ويكلف وفقا للقواعد المعمول بها في هذا المجال، بضمان مراقبة الهيئات المالية الخاضعة لهذا الأمر القانوني والسهر على سلامة أدوات وإجراءات الأداء الالكتروني التي تتعامل بها هذه المؤسسات.

وفي حالة اشتباه أو معلومات تم جمعها لدى الغير تفيد بوجود خرق لأحكام هذا الأمر القانوني وخاصة في المادة 16، البند 3، فإن البنك المركزي يرخص له بإجراء تفتيش مباغت لدى أي مؤسسة مالية أو أي تاجر أو مقدم خدمات يقيم في موريتانيا.

ويكلف أخيرا، في هذا المجال، بأن يسهر على تطبيق الأحكام القانونية والتنظيمية والتعاقدية المعمول بها.

القسم 2 : أحكام عامة

المادة 15 :

ينطبق هذا الفصل على العمليات المصرفية التي تجري بأية وسيلة أو إجراء الكتروني إذا كان أحد الأطراف على الأقل يوجد في التراب الموريتاني.

المادة 16 :

1. يجوز للمؤسسات المالية إصدار بطاقات الأداء والسحب وحافظات النقود الالكترونية والأداء عن بعد وأي إجراء أو وسيلة عصرية للأداء تنشأ لاحقا من أجل إيجاد آليات وأدوات تحويل الكتروني ذات بعد وطني ودولي.
2. على المؤسسات المالية، أو تكتل المؤسسات المالية التي ترغب في إقامة نظام للأداء الالكتروني، أن تحصل وجوبا، قبل انطلاق نشاطاتها، على اعتماد من البنك المركزي.
3. تخضع العمليات المصرفية وعمليات الأداء المقام بها بواسطة دعيمة أو إجراء الكتروني لتنظيم الصرف المعمول به إذا كانت تمر بشبكات دولية.

ويتم وجوبا سداد أي عملية أداء بواسطة أداة إلكترونية، وفي حساب المستفيد الموطن لدى بنك موجود في موريتانيا.

5. يجب أن يكون أي أداء إلكتروني فيما بين البنوك مغطى بتأمين انطلاقا من صندوق ضمان تعاقدى تخضع القواعد العامة لتنفيذه لأحكام تنظيمية بموافقة البنك المركزي.

6. تحدد قواعد وإجراءات الأداء والمقاصة المتعلقة بعمليات التحويل الإلكتروني للأموال، باتفاق بين البنوك يصادق عليه قانونا من قبل البنك المركزي.

القسم 3 : عن بطاقة الأداء

المادة 17 :

بطاقة الأداء أو السحب ذات استخدام شخصي حصريا، وهي ملزمة لصاحبها، مع مراعاة حالات الاعتراض التي ينص عليها هذا الأمر القانوني.

المادة 18 :

يكتسي الرقم الشخصي لاستخدام البطاقة المصرفية، طابع السرية التامة. ويتحمل صاحب البطاقة التي يفصح عن رقمه الشخصي، كامل مسؤولية تصرفه.

المادة 19 :

باستثناء الشروط المالية التي أقرتها الأطراف، لا يجوز تطبيق أي كلفة إضافية من طرف القابل بسبب استخدام بطاقة الأداء.

المادة 20 :

يخضع إصدار البطاقة لعمليات السحب أو الأداء لعقد حمل يوقع بين البنك أو المؤسسة المالية والزبون. وتحت طائلة البطلان، يجب أن يحتوي عقد حمل البطاقة المقترح من قبل البنك أو المؤسسة المالية على البيانات التالية :

1. الغرض من العقد؛
2. شروط تسليم البطاقة ورقمها السري؛
3. قواعد الاستخدام والعقوبات وكلفة البطاقة؛
4. الشروط المالية؛
5. شروط تعديل العقد وتعليقه وفسخه؛
6. قبول وإجراءات الاعتراض على البطاقة؛
7. مسؤوليات والتزامات كل من الأطراف المتعاقدة؛
8. مدة الصلاحية، التجديد، سحب واسترجاع البطاقة؛
9. شروط الولوج إلى البيانات، آجال المطالبة وتسوية النزاعات.

المادة 21 :

يمكن لكل تجمع مصرفي أو مصدر بطاقات الكترونية أن يضع حاسوباً للأداء الإلكتروني تحت تصرف تاجر أو مقدم خدمات. ولهذا الغرض، يلزم التوقيع على عقد قبول بين التاجر أو مقدم الخدمة المسمى "القابل" وبين بنك أو مؤسسة مالية أو ممثل مؤهل قانوناً أو مؤسسة يعينها تجمع بنوك أو مؤسسات مالية.

يلزم كل حاسوب للأداء الإلكتروني يوجد في المتاجر بأن يقبل بطاقات تجمع أو تجمعات البنوك المعتمدة. ويحتوي عقد القبول وجوباً على البيانات التالية :

1. موضوع عقد القبول؛
2. شروط الاكتتاب في العقد؛
3. الأحكام المتعلقة بالبطاقات والأطراف المتعاقدة؛
4. الشروط المالية و ضمانات الأداء ؛
5. إجراءات الأمان؛
6. شروط تشغيل حاسوب الأداء الإلكتروني؛
7. العقوبات؛
8. شروط تعديل وتعليق وفسخ العقد.

المادة 22 :

يترتب على أي عقد قبول توطين الحساب لدى بنك أو مؤسسة مالية معتمدة في موريتانيا. ويتمتع القابل في أي وقت من فترة العقد بحرية تغيير توطين البنك. ويكون أي بند مغاير باطلا ولن يترتب عليه في هذه الحالة أية تكاليف أو غرامات مهما كان نوعها.

المادة 23 :

تحكم اتفاقية بين البنوك يصادق عليها البنك المركزي، التعريفات والآجال والمتأخرات المتعلقة بالعمليات المالية الإلكترونية.

المادة 24 :

لا يمكن بأي حال من الأحوال أن يتعارض تحديد البيانات الإلزامية المتعلقة بمختلف عقود حمل البطاقات والقبول مع التنظيم المصرفي.

المادة 25 :

يكون باطلا وبدون أثر أي بند يحتوي على التخلي المسبق عن حقوق المستفيد المشار إليها في هذا الأمر القانوني.

الفقرة 1 : عن التزامات المصدر

المادة 26 :

يجب على مصدر بطاقة الأداء أو السحب أن يوقع عقدا مع الشخص الذي يسلم إليه البطاقة ومع بائعي السلع والخدمات الراغبين في القبول.

وعلى المصدر، قبل تسليم بطاقة أداء أو سحب، التأكد من أن الطالب لم يكن موضوع قرار سحب بطاقة أو إجراء منع مصرفي أو قضائي يتعلق بتسليم بطاقات سحب أو موضوع إدانة بسبب المخالفات المشار إليها في المواد 70 وما بعدها من هذا الأمر القانوني. غير أن هذا الإجراء لا يعني محفظة النقود الالكترونية.

ومهما يكن من أمر، لا تلزم البنوك والمؤسسات المالية بتسليم بطاقة أداء أو سحب.

ويلزم المصدر بالوفاء بسداد المشتريات المقام بها من قبل زبونه بواسطة البطاقة بعد التأكد من صلاحية الأمر بالأداء ومن غياب اعتراض على الأداء.

ويجوز للمصدر، استنادا إلى قرار مبرر قانونيا، أن يطلب استرجاع بطاقة مسلمة من قبله. وفي هذه الحالة يلزم المصدر، تحت طائلة التعرض للعقوبة التي تنص عليها الفقرة السابقة، بأن يصرح بسحب البطاقة للبنك المركزي أو للمصالح المرخصة من قبل هذا الأخير.

وباستثناء محفظة النقود الالكترونية، لا يمكن تسليم أية بطاقة مصرفية أخرى إلى طالب لها تعرض لإجراء المنع المذكور، ما لم يرفع المنع عنه.

المادة 27 :

يلزم المصدر بإبلاغ أي شخص يقوم بتسليم بطاقة إليه أو أي شخص آخر يتقدم بطلب، بشروط استخدام البطاقات المصرفية والأدوات والإجراءات الالكترونية للأداء المسلمة إليه وكذلك بالعقوبات التي يمكن التعرض لها في حالة استخدام مفرط.

ويلزم المصدر بما يلي :

- ضمان حفظ السر المصرفي وسر الرقم أو الأرقام المعطاة للمستفيد؛
- وضع الوسائل المناسبة تحت تصرف المستفيد بما يسمح له بتدقيق العمليات المنجزة وكذلك الرصيد في أعقاب كل عملية لتحويل الأموال إلكترونيا؛
- اتخاذ الإجراءات الضرورية لمنع أي استخدام لوسيلة التحويل الإلكتروني فور الاعتراض.

المادة 28 :

1. في حالة استخدام مفرط لبطاقة أداء أو سحب، يجوز للمؤسسة المصدرة خلال أيام العمل الأربعة (4) الموائية لمعاينة الاستخدام، الطلب من المرتكب إعادة البطاقة أو البطاقات التي بحوزته والصادرة عنها وأن يصرح بقرار السحب لدى ملف حوادث الأداء في البنك المركزي.

2. تكون عمليات الأداء والسحب المقام بها بعد تقديم اعتراض مؤكد على نفقة المصدر.

3. تمثل أجهزة التوزيع والشبائيك الأوتوماتيكية للأوراق المصرفية والتجهيزات الأوتوماتيكية واستنساخها بواسطة دعيمة معلوماتية، برهانا على العمليات المقام بها بواسطة البطاقة ومبررا لخصمها من الحسابات التي تشغل عليها البطاقة.

4. يتحمل البنك أو المؤسسة المالية مسؤولية الخسائر المباشرة التي تعرض لها صاحب البطاقة بسبب اختلال سير النظام الذي يخضع مباشرة لرقابة البنك أو المؤسسة.

غير أن البنك أو المؤسسة المالية لا يتحمل مسؤولية خسارة ناتجة عن تعطل فني لنظام الأداء إذا أبلغ صاحب البطاقة برسالة عن طريق الجهاز أو بشكل مرئي آخر.

5. ستقتصر مسؤولية البنك أو المؤسسة المالية بالنسبة للتنفيذ الخاطئ للعملية على المبلغ الرئيسي المخصوم من حساب صاحب البطاقة وعل العمولات والفوائد على هذا المبلغ وفقا للنسبة القانونية.

ومع ذلك ستكون مسؤولية البنك أو المؤسسة المالية ذات طابع محدود إذا ساهم صاحب الطاقة بشكل أكيد في الخطأ.

الفقرة 2 : عن التزامات صاحب البطاقة

المادة 29 :

لا يقبل الرجوع عن الأمر أو الالتزام بالأداء بواسطة بطاقة أداء.

لا تقبل غير الاعتراضات التالية عند ما يكون سببها فقدان أو سرقة أو استخدام غير مشروع لبطاقة أو محفظة نقود أو بيانات ذات صلة باستخدامها أو فتح دعوى مراجعة قضائية أو تصفية أملاك ضد المستفيد من الأداء.

ويقبل الاعتراض على الأداء بمجرد مكالمة هاتفية وله نفس أثر الاعتراض المكتوب.

وعند الاقتضاء، لا يلزم الطالب أن يبلغ رقم بطاقته المصرفية.

ومع ذلك، ولأجل صحته، يجب تأكيد الاعتراض الهاتفي من طرف الطالب مصحوبا بجميع مستندات الإثبات في الأربع والعشرين ساعة الموالية لطلب الاعتراض. ويتم الاعتراض لدى مصدر البطاقة المصرفية. وعند استلام اعتراض بسبب فقدان أو سرقة بطاقة أداء أو محفظة نقود الكترونية، يلزم المصدر بتسليم وصل اعتراض إلى زبونه وإبلاغ البنك المركزي أو المؤسسة المعنية من قبله، بذلك.

المادة 30 :

يرخص صاحب بطاقة الأداء السحب خصما أوتوماتيكيا على حسابه المصرفي تنفيذاً لأمره بالأداء. يتم السحب فوراً ما لم تتم الإشارة إلى عكس ذلك في عقد ينص على سحب في تاريخ لاحق.

المادة 31 :

يتحمل صاحب البطاقة مسؤولية استخدام البطاقة والحفاظ عليها، ويتحمل تبعات استخدام البطاقة ما لم يقدم اعتراضاً أكيداً لدى المصدر.

المادة 32 :

لا يتحمل صاحب بطاقة الأداء المسؤولية، إذا حصل الأداء المطعون فيه خلصة وعن بعد دون استخدام مادي لبطاقته. كما أنه لا يتحمل مسؤولية في حالة تزوير بطاقته وإذا كانت بطاقته مادياً بحوزته وقت حصول العملية موضوع الاعتراض.

المادة 33 :

في الحالات المنصوص عليها في المادة 32، إذا اعترض صاحب البطاقة كتابياً على قيامه بأداء أو سحب، فإن المبالغ موضوع الاعتراض تعاد إليه في حسابه من طرف مصدر البطاقة أو تعاد إليه دون تكاليف في الـ 45 يوماً التالية كآخر أجل اعتباراً من تاريخ استلام الاعتراض.

ويجب التعبير عن الاعتراض المشار إليه في الفقرة أعلاه بعد 60 يوماً كآخر أجل من تاريخ العملية موضوع الاعتراض.

المادة 34 :

في حال استخدام غير مشروع لبطاقة الأداء أو الائتمان أو السحب وفقاً للمادة 33، يسدد مصدر البطاقة لصاحبها مجموع التكاليف المصرفية التي تحملها.

الفقرة 3 : عن التزامات المستفيد

المادة 35 :

يجب على موفر السلع والخدمات أن يبلغ الزبناء بقبوله الأداء بالبطاقة مع الإشارة إلى اسم هذه الأخيرة.

ويجب عليه قبل كل عملية التقيد بقواعد التدقيق المنصوص عليها في التعاقد.

ويتحمل المستفيد من الأداء المسؤولية اتجاه المصدر. ويلزم بتحمل الكلفة الكاملة للسداد إذا لم يتم بالتدقيق المشار إليه في البند السابق وفي الترتيبات التعاقدية.

القسم 4 عن الحوالة الإلكترونية

المادة 36 : عن الالتزامات العامة

1. على كل مؤسسة مالية تتلقى رسائل تحال إليها للاستجابة للأمر بالأداء أن تسهر بوجه خاص على حفظ المعلومات المنقولة والتقيد بسريتها. وعليها التزام عام بالأمان.
2. عندما يلاحظ بنك الاستقبال أو بنك المستفيد اختلالاً في تناسق عناصر البيانات المتعلقة بأمر الأداء ، فإنه يلزم بإخطار المرسل في أجل أقصاه يوم العمل الموالي لانتهاؤ فترة التنفيذ.
3. بالنسبة لتطبيق المواد 42 - 45 و 46 تعتبر الوكالات والمؤسسات المستقلة عن مؤسسة مالية، مؤسسات مالية قائمة بذاتها.
4. تنتهي صلاحية أمر الأداء إذا لم يقبل أو يرفض بموجب هذه المادة قبل ساعة الإقفال في اليوم الخامس الموالي لانتهاؤ فترة التنفيذ.
5. تتملص المؤسسة المالية الملزمة بتعويض مرسل أمر الأداء الذي تلقت من المسؤولية في حالة قيامها بتسديد مباشر إلى مرسل سابق. وينطبق ذلك على أي مؤسسة مالية تأتي بعد نفس المرسل السابق.
6. يمكن للصادر عنه الأمر الذي يستحق سداداً أن يستلمه لدى أي مؤسسة مالية ملزمة بالسداد، طالما أن هذا البنك لم يقم بالسداد. وتتملص المؤسسة المالية الملزمة بالسداد من هذه المسؤولية طالما أنها قامت بسداد مباشر إلى الصادر عنه الأمر. ويطبق الشيء ذاته على أي مؤسسة مالية ملزمة وفق نفس الشروط.
7. لا تنطبق الفقرتان 5 و 6 على مؤسسة مالية إذا كان تطبيقهما يلحق ضرر بالحقوق والالتزامات التي يخولها لها أي اتفاق أو قاعدة تتعلق بنظام تحويل الأموال.

المادة 37 :

يكون إصدار أو تغيير أو إلغاء الأمر بالأداء الذي أجري بنقل رسالة بيانات أو أية وسيلة مشابهة، ملزماً للمرسل سواء أرسل من قبله أو من قبل أي شخص مخول.

ومع ذلك لا يكون المرسل مسؤولاً، إذا استطاع أن يثبت أنه ليس مصدر الأمر بالأداء عن طريق نقل رسالة بيانات.

ومرسل الأمر بالأداء مسؤول عن محتوى الرسالة المنقولة.

ويجب أن يحرص المرسل على معرفة هوية المرسل إليه التحويل قبل نقل الأمر بالأداء بواسطة رسالة بيانات.

المادة 38 :

على المرسل التزام عام بسلامة نقل البيانات أثناء الأمر بالأداء، وعليه بوجه خاص أن يتخذ جميع الاحتياطات الفنية اللازمة لسلامة البيانات المنقولة.

وإذا تم الحصول على بيانات، على مسؤوليته، واستخدمت لإصدار أمر بالأداء باسمه، فيبقى مسؤولاً عن الأمر بالأداء.

المادة 39 :

1. إذا كان من الضروري إثبات صحة أمر بأداء أو تغيير أو إلغاء أمر بالأداء بصيغة غير المقارنة البسيطة للتوابع، فإن المرسل الظاهري يكون مع ذلك ملزماً:
 - إذا كان إثبات الصحة يمثل بحكم الظروف، وسيلة معقولة تجارياً للوقاية من أوامر الأداء غير المرخصة،
 - إذا كان بنك الاستقبال قد التزم بإجراءات الإثبات.
2. يكون مرسل أمر الأداء ملزماً بمحتوى الأمر الذي تلقاه البنك المستقبل. ومع ذلك لا يكون مسؤولاً عن أمر الأداء ذي الاستخدام المزدوج وعن الخطأ أو الخلل في أمر الأداء إذا كان هناك إجراء لكشف أوامر الأداء غير المطابقة.
3. يلزم المرسل بأداء مبلغ أمر الأداء لبنك الاستقبال اعتباراً من وقت القبول، لكن هذا الأداء لن يكون مستحقاً إلا مع بدء فترة التنفيذ.

المادة 40 : السداد إلى بنك الاستقبال

- يعتبر التزام المرسل بسداد بنك الاستقبال مستوفى:
- إذا خصم بنك الاستقبال حساب المرسل لديه عند وجود قيد في الجانب المدين،
 - إذا كان المرسل بنكا في حالة إضافة الدين لحساب بنك الاستقبال الممسوك لديه،
 - أو بأية طريقة أخرى طبقاً للقانون .

المادة 41 : قبول أو رفض أمر الأداء من قبل بنك استقبال غير بنك المستفيد

1. يفترض أن بنك استقبال، غير بنك المستفيد، يقبل أمر المرسل بالأداء عند حصول أحد الأمور التالية :
 - (أ) استقبال البنك أمر الأداء بشرط اتفاق المرسل والبنك على أن البنك سينفذ فور الاستقبال أوامر الأداء الصادرة عن المرسل؛
 - (ب) إشعار البنك المرسل بموافقتهم؛
 - (ج) إصدار البنك أمراً بالأداء استجابة لأمر الأداء الذي تلقاه؛
 - (د) تقييد البنك على حساب المرسل لديه أمر الأداء؛
 - (هـ) انقضاء أجل إبلاغ الرفض المنصوص عليه في الفقرة 2 دون إشعار.

2. يلزم بنك الاستقبال الذي لا يقبل أمر الأداء بالإخطار عن الرفض في أجل أقصاه يوم العمل الموالي لانتهاؤ مدة التنفيذ إلا في الحالات التالية :

- (أ) عدم توفر أرصدة كافية في الحساب للوفاء بالأداء، في حال وجوب إجراء أداء بالخصم من حساب المرسل لدى بنك الاستقبال؛
- (ب) عدم إجراء الأداء عند وجوب الأداء بوسائل أخرى أو
- (ج) عدم وجود عناصر البيانات الكافية للتعرف على المرسل.

المادة 42 : عن التزامات بنك استقبال غير بنك المستفيد

يلزم بنك استقبال يقبل أمرا بالأداء بموجب هذا الأخير أن يصدر، في أجل أقصاه يوم عمل واحد بعد انتهاء فترة التنفيذ، ولصالح بنك المستفيد أو بنك وسيط، أمرا بالأداء يتطابق مع محتوى الأمر الذي تلقاه على أن يشمل العناصر الضرورية لانجاز الحوالة بالصيغة المناسبة .

المادة 43 : قبول أو رفض أمر الأداء من قبل بنك المستفيد

1. يقبل البنك المستفيد أمرا بالأداء عند توفر إحدى الوقائع التالية:
 - (أ) استقبال البنك أمرا بالأداء بشرط اتفاق المرسل والبنك على أن البنك سينفذ أوامر الأداء الصادرة عن المرسل فور استلامها؛
 - (ب) إعطاء البنك إشعارا بالقبول للمرسل؛
 - (ج) خصم البنك حساب المرسل لديه للوفاء بأمر الأداء؛
 - (د) تقييد البنك لحساب المستفيد أو وضعه مبلغا تحت تصرفه بأية وسيلة أخرى؛
 - (هـ) إخطار المستفيد بحقه في سحب مبالغ أو استخدام ائتمان؛
 - (و) استخدام البنك الائتمان بأية طريقة أخرى وفقا لأمر الأداء؛
 - (ز) خصم البنك الرصيد من ديونه على المستفيد أو يستخدمه وفقا لحكم صادر عن محكمة أو سلطة مختصة أخرى؛
 - (ح) انقضاء الأجل المشار إليه في الفترة 2 دون إخطار.

2. يلزم بنك المستفيد الذي لا يقبل أمر الأداء بأن يبدي رأيا حول الرفض في أجل أقصاه يوم واحد بعد فترة التنفيذ ما لم يتوفر أحد الشروط التالية :

- (أ) عدم وجود أرصدة كافية في الحساب للوفاء بأمر الأداء، في حال وجوب الأداء بخصم حساب المرسل لدى بنك المستفيد؛
- (ب) عدم إجراء الأداء في حال وجوب الأداء بوسائل أخرى، أو
- (ج) عدم وجود عناصر البيانات الكافية للتعرف على المرسل.

المادة 44 : التزامات بنك المستفيد

1. يلزم بنك المستفيد الذي يقبل أمر الأداء بوضع الأرصدة تحت تصرف المستفيد أو باستخدام الائتمان بأية طريقة أخرى وفقا لأمر الأداء وللقانون الذي يحكم العلاقة بين البنك والمستفيد؛
2. ما لم يوجد ما يشير إلى عكس ذلك في أمر الأداء، يلزم بنك المستفيد في أجل أقصاه يوم العمل الموالي لانتهاؤ فترة التنفيذ بإشعار المستفيد الذي ليس له حساب لديه بأن البنك يضع الأرصدة تحت تصرفه إذا ما توفر على ما يكفي من بيانات لإعطاء مثل هذا الإشعار.

المادة 45 : لحظة وجوب تنفيذ أمر الأداء على بنك الاستقبال وتقديم إشعار بذلك

1. من حيث المبدأ، يجب على بنك استقبال يلتزم بتنفيذ أمر أداء أن يقوم بذلك في يوم العمل الذي تلقاه فيه مع مراعاة وجود تاريخ مغاير. إذا لم يتحقق ذلك فعليه أن ينفذه في يوم العمل الموالي لتلقيه أمر الأداء.
2. على بنك الاستقبال الملتزم بتنفيذ أمر الأداء لأنه قبل به بموجب المادة 41، الفقرة 1، أن ينفذه بالقيمة في أجل أقصاه يوم تلقيه لأمر الأداء أو في اليوم :
 - أ) الذي يوجد فيه رصيد كاف في الحساب للوفاء بأمر الأداء، إذا كان يجب القيام بالأداء بخصم حساب المرسل لدى بنك الاستقبال، أو
 - ب) الذي أجري فيه الأداء، في حالة وجوب إجراء الأداء بوسائل أخرى.
3. يجوز لبنك الاستقبال الذي يتلقى أمر الأداء بعد الوقت المحدد لهذا النوع من أوامر الأداء اعتباره في حكم ما تم تلقيه في اليوم الموالي لتنفيذ هذا النوع من أوامر الأداء. إذا كان بنك الاستقبال ملزما بتنفيذ عملية في يوم لا يقوم فيه بهذا النوع من العمليات، فإن عليه أن ينفذها في اليوم التالي.

المادة 46 : الإلغاء

1. لا يمكن إلغاء أمر الأداء من قبل المرسل إلا في حالة تلقي الأمر من قبل بنك المستفيد في وقت وحسب إجراءات تمكنه من الاستجابة بشكل معقول قبل وقت انتهاء التحويل أو بدء اليوم الذي يجب أن توضع فيه الأرصدة تحت تصرف المستفيد إذا كان هذا الوقت لاحقا؛
2. يجب إثبات صحة أي أمر بالإلغاء؛
3. إذا كان المرسل إليه ليس هو الذي صدر عنه أمر الحوالة فإنه يحيل السداد إلى المرسل السابق؛
4. لا يترتب على الوفاة أو العسرة أو الإفلاس أو عدم أهلية المرسل أو الصادر عنه الأمر إلغاء أمر الأداء أو انتهاء سلطة المرسل.
5. تنطبق المبادئ المذكورة في هذه المادة على تغيير أمر الأداء.

المادة 47 : السداد

إذا لم تكتمل الحوالة، فإن بنك الصادر عنه الأمر ملزم بأن يسدد إليه أي مبلغ تلقاه منه إضافة إلى الفوائد النافذة اعتباراً من يوم الأداء ولغاية يوم السداد. ويحق لبنك الصادر عنه الأمر وكل بنك استقبل موالى سداد جميع الأموال التي أداها إلى بنك الاستقبال الموالى إضافة إلى الفوائد النافذة اعتباراً من يوم الأداء ولغاية يوم السداد.

المادة 48 : إعادة المقبوض زيادة

إذا اكتملت الحوالة وكان مبلغ أمر الأداء المنفذ من قبل بنك الاستقبال يفوق مبلغ أمر الأداء الذي قبله، فيمكن للبنك أن يطالب بحقه في أن يقبض لدى المستفيد فارقاً أكبر مما ينص عليه القانون في الحالات التي لم تكتمل فيها الحوالة.

المادة 49 : المسؤولية

يتحمل البنك الصادر عنه الأمر مسؤولية أخطاء البنوك التي ينتدبها لتنفيذ الحوالة سواء اختارها أو لم يخترها ما لم يعترض عليها.

المادة 50 : اكتمال الحوالة

1. تكتمل الحوالة إذا قبل بنك المستفيد أمر الأداء لصالح هذا الأخير. ولدى اكتمال الحوالة، يكون بنك المستفيد مطالباً له بمبلغ أمر الأداء الذي قبله. وليس للاكتمال آثار أخرى على العلاقة بين المستفيد وبنك المستفيد.
2. تكتمل الحوالة حتى إذا كان أمر الأداء الذي قبله بنك المستفيد أقل من أمر أداء الصادر عنه الأمر لكون بنك استقبل أو أكثر قد اقتطع التكاليف. لا يمس اكتمال الحوالة بأي من الحقوق التي قد يتمتع بها المستفيد بموجب القانون الذي يحكم الالتزام الضمني المتعلق بقبض مبلغ هذه التكاليف من الصادر عنه الأمر.

القسم 5 : عن ملف حوادث الأداء

المادة 51 :

يمسك البنك المركزي ملفاً لحوادث الأداء الخاصة ببطاقات الأداء، ويسجل في هذا الملف ما يلي:

- الاعتراضات والحجر الصادر عن البنوك على التزود ببطاقة أداء؛
- الإخلال بحجر البنوك والمحاكم على التزود ببطاقة الأداء؛
- رفع اليد عن حجر البنوك والمحاكم بخصوص البطاقات؛
- قرارات سحب البطاقات بسبب الاستخدام المفرط.

ويقتصر النفاذ إلى البيانات التي يحتويها هذا الملف على البنوك والمؤسسات المصرفية أو الأشخاص المرخص لهم قانوناً. وتحدد طرق النفاذ إلى هذا الملف بأمر يصدر عن البنك المركزي.

المادة 52 :

قبل أي تسليم لبطاقة الأداء إلى زبون، يجب على مصدر البطاقة أن يرجع إلى ملف حوادث الأداء الخاصة ببطاقات الأداء. وعليه أن يحفظ نسخة من الجواب الذي تلقاه حول الموضوع من البنك المركزي أو المصالح المرخصة من قبل هذا الأخير.

ويتعرض للعقوبات المدنية والجنائية المنصوص عليها في هذا الأمر القانوني البنك أو المؤسسة المالية التي لا ترجع إلى الملف المذكور في الفقرة أعلاه أو التي تسلم بطاقة أداء لزبون بصرف النظر عن قرار المنع المصرفي أو القضائي الخاص بالبطاقة أو سحب بطاقة مصرفية الذي يخضع له الزبون.

الفصل IV : عن عمليات التجارة الإلكترونية

المادة 53 :

يقبل التعاقد المكتتب فيه بواسطة ألكترونية شأنه شأن التعاقد المكتوب، ومع ذلك لا يتناول التعاقد الإلكتروني المسائل المتعلقة بالآتي :

- إنشاء ونقل أملاك عقارية باستثناء الإيجار؛
- حالة الأشخاص ووضعهم القانوني؛
- أي مجال ينص القانون بشأنه على نوع معين من التعاقد.

المادة 54 :

بغض النظر عن القواعد العامة المتعلقة بنشوء الالتزامات التعاقدية، تحكم التعاقد الإلكتروني كذلك الأحكام المشار إليها في المواد أدناه.

المادة 55 :

قبل إبرام العقد، يلزم البائع أثناء المعاملات التجارية بواسطة ألكترونية أن يزود المستهلك بشكل واضح ومفهوم بالبيانات التالية :

- هوية وعنوان البائع أو مقدم الخدمات؛
- عناصر العرض وجميع البيانات المتعلقة بالبضائع والخدمات؛
- جميع مراحل إبرام التعاقد والشروط المالية؛
- شروط التسليم والنقل؛
- ضمانات تتعلق بالمواد والخدمات؛
- أجل تراجع المستهلك؛

- شروط تأكيد التعاقد؛
- طريقة إعادة المادة وأجل وشروط السداد.
تحت طائلة بطلان التعاقد، يجب توفير هذه البيانات بواسطة ألكترونية ووضعها تحت تصرف المستهلك للرجوع إليها في جميع مراحل المعاملة.

المادة 56 :

يمنع البائع من تسليم بضاعة لم يطلبها المستهلك إذا كانت مقرونة بطلب أداء.
وفي حالة تسليم بضاعة غير مطلوبة من قبل المستهلك، لا يمكن مطالبته بأداء السعر أو كلفة التسليم.

المادة 57 :

قبل إبرام التعاقد، يجب على البائع السماح للمستهلك بأن يراجع نهائيا مجموع خياراته وأن يؤكد طلبه أو يعدله حسب إرادته وأن يرجع إلى الإفادة الألكترونية المتعلق بتوقيعه.

المادة 58 :

ما لم يتفق الطرفان على عكس ذلك، يعتبر أن التعاقد تم إبرامه على عنوان البائع وبتاريخ قبول الطلب من قبل هذا الأخير بواسطة وثيقة ألكترونية موقعة وموجهة إلى المستهلك.

المادة 59 :

يزود البائع المشتري، بطلب منه، وخلال الأيام العشرة الموالية لإبرام التعاقد، بوثيقة مكتوبة أو ألكترونية تحتوي على كافة البيانات المتعلقة بعملية البيع.

المادة 60 :

دون مساس بأحكام مدونة الالتزامات والعقود، يجوز للمستهلك أن يتراجع في أجل قدره 10 أيام عمل ابتداء من:

- تاريخ استلام المستهلك للبضائع، بالنسبة للبضائع؛
- تاريخ إبرام التعاقد بالنسبة للخدمات.

ويتم إبلاغ التراجع بأية وسيلة ينص عليها التعاقد مسبقا. وفي هذه الحالة، يلزم البائع بسداد المبلغ المدفوع إلى المستهلك في أجل عشرة أيام عمل اعتبارا من تاريخ عودة البضائع أو التخلي عن الخدمة. ويتحمل المستهلك كلفة عودة المادة.

المادة 61 :

بصرف النظر عن تعويض الضرر لصالح المستهلك، يمكن لهذا الأخير إعادة البضاعة، كما هي إذا لم تكن مطابقة للطلب أو إذا لم يتقيد البائع بأجال التسليم وذلك في أجل قدره 10 أيام عمل اعتباراً من تاريخ التسليم. وفي هذه الحالة، يجب على البائع أن يسدد المبلغ المدفوع والنفقات وفقاً لأحكام المادة أعلاه.

المادة 62 :

مراعاة لأحكام المادة 60 من هذا الأمر القانوني، وباستثناء العيوب الظاهرة أو الخفية، لا يمكن للمستهلك أن يتراجع في الحالات التالية :

- إذا استلم بضائع مصنوعة حسب مواصفات مشخصة أو مواد قابلة للتلف أو غير قابلة للإرسال من جديد؛
- إذا اكتشف تسجيلات صوتية أو بالفيديو أو برامج معلوماتية عن طريق الاستلام أو التحميل؛
- شراء الصحف والمجلات.

المادة 63 :

إذا كانت عملية الشراء مغطاة كلياً أو جزئياً بقرض ممنوح إلى المستهلك من قبل البائع أو الغير على أساس تعاقد مبرم بين البائع والغير، فإن تراجع المستهلك يؤدي إلى فسخ التعاقد على القرض دون غرامة.

المادة 64 :

باستثناء حالات سوء الاستخدام، يتحمل البائع في حالات البيع التجريبي، المخاطر التي تتعرض لها البضاعة وذلك لغاية انتهاء الفترة التجريبية للبضاعة.

يعتبر باطلاً ولاغياً أي بند يعفي من المسؤولية مخالفاً لما نصت عليه هذه المادة.

المادة 65 :

في حالة عدم توفر البضاعة أو الخدمة المطلوبة، يجب على البائع أن يبلغ المستهلك في أجل أقصاه 24 ساعة من تاريخ الاستلام المنصوص عليه في التعاقد وأن يسدد كامل المبلغ المدفوع لصالحه وفقاً لأحكام المادة 60.

وباستثناء الحالات العارضة أو القوة القاهرة، يفسخ التعاقد إذا أخل البائع بالتزاماته، وفي هذه الحالة، يسترجع المستهلك المبالغ المدفوعة دون مساس بتعويض الأضرار.

المادة 66 :

على البائع أن يثبت وجود البيانات مسبقاً وتأكيد المعلومات والتقيد بالأجال ورضا المستهلك. ويعتبر باطلاً أي بند مغاير.

الفصل V : عن المخالفات المتعلقة بوسائل الأداء وبالتجارة الإلكترونية.

القسم 1 : عن تفادي المخالفات

المادة 67 :

يلغ البنك المركزي البيانات التي يحتويها الملف الذي يحصي قرارات سحب بطاقات الأداء والاعتراضات على البطاقات وحافظات النقود الالكترونية المفقودة والمسروقة، إلى البنوك والمؤسسات المالية التي تطلب ذلك قبل منحها الاستفادة من منتج أو خدمة مصرفية. ولهذا الغرض فإن البيانات المنقولة تضمن حصريا رقم البطاقة المسحوبة أو موضوع الاعتراض.

وإذا أعطى صاحب بطاقة أمرا بالأداء، فإن المستفيد من الأداء عليه أن يتأكد من أن صاحب البطاقة ليس موضوع قرار بسحب البطاقة. وعليه التأكد، من أن البطاقة ليست موضوع اعتراض عليها. وفي هذه الحالة فإن مسؤوليته كاملة بخصوص كل أداء قبله.

المادة 68 :

يلزم التجار، والأشخاص الماديون والاعتباريون، المتوفرون على تجهيزات أداء الكتروني أن يوفرُوا وسيلة تسمح للزبائن بكتابة أرقامهم السرية بعيدا عن أنظار الأشخاص الآخرين. وعلى الأشخاص، وهم يكتبون أرقامهم السرية، أن يستخدموا الوسائل المتاحة لينأوا عن نظرات الفضوليين.

ويجب على التجار إخفاء أرقام البطاقات المصرفية على الفواتير المسلمة إلى الزبناء.

القسم 2 : عن قمع المخالفات

المادة 69 :

تتعرض البنوك أو المؤسسات المالية التي تضع نظاما للأداء أو السحب فيما بين البنوك بدون موافقة البنك المركزي، للعقوبات التالية :

- حجز التجهيزات المستخدمة لإقامة مثل هذا النظام فيما بين المصارف ولهذا الغرض، يقوم البنك المركزي بإحالة البنك أو المؤسسة المالية أمام السلطات المختصة لإجراء الحجز بعد معاينة عدل منفذ. ويتم الحجز وجوبا في أجل 72 ساعة الموالية لعريضة البنك المركزي.
- وبصرف النظر عن هذا الإجراء، يجوز للبنك المركزي اتخاذ التدابير التالية ضد المؤسسات المذنبة وقادتها :

- التوبيخ

- الإنذار
- تعليق بعض العمليات لمدة أقصاها 3 شهر
- تعليق أحد المسيرين لمدة أقصاها 3 شهر
- تعيين إداري مؤقتا.

وينطبق حجز التجهيزات المشار إليها في هذه المادة على التجار ومقدمي الخدمات الذين يخرقون الأحكام التي تنص عليها المادة 16، الفقرة 3، من هذا الأمر القانوني.

المادة 70 :

يعاقب بالحبس من شهر إلى سنتين وبغرامة تتراوح بين 50.000 و 300.00 أوقية من :

1. يستخدم دون ترخيص وعن قصد بيانات تعريف من أجل إطلاق أو معالجة عملية أداء الكتروني.
2. يستخدم عن قصد بيانات تعريف مزورة لإطلاق أو معالجة عملية أداء الكتروني.
3. يستعمل معطيات أو بيانات تتعلق بحسابات أو بيانات أخرى للتعريف من أجل إطلاق أو معالجة عملية أداء الكتروني.
4. ينقل بدون ترخيص معطيات تعريف من أجل إطلاق أو معالجة عملية أداء الكتروني.
5. يحوز، دون ترخيص وعن قصد، على عنصر أو جزء من بطاقة مصرفية أو أية وسيلة أداء الكتروني.
6. يستخدم عن قصد بطاقات مصرفية بعد نفاذ تاريخها وبعد اعتراض بسبب فقدان والسرقة.
7. يواصل، رغم إيعاز بالإعادة، استعمال البطاقة التي في حوزتهم بطريقة غير مشروعة بشكل مستمر.

وتنطبق نفس العقوبات على أي شخص يشارك كمتواطئ أو محرض في أحد التصرفات المشار إليها أعلاه مع النية الجنائية أو من يحصل، عن دراية، على قيم ومزايا نقدية متأتية من هذه التصرفات.

المادة 71 :

يعاقب بالحبس من 6 أشهر إلى 5 سنوات وبغرامة تتراوح بين 50.000 و 500.000 أوقية من :

1. يحصل عن طريق الاختلاس على بطاقة مصرفية أو أية وسيلة أداء الكترونية أخرى؛
2. يقلد أو يزور بطاقة مصرفية أو أية وسيلة أداء الكتروني أخرى؛
3. يستخدم أو يحاول، عن قصد، استخدام بطاقة مصرفية أو أية وسيلة أداء الكتروني أخرى ويقلد أو يزور أو يحاول بالتدليس الحصول عليها؛

4. يقبل عن قصد، تلقي أداء بواسطة بطاقة مصرفية أو أية وسيلة أداء الكتروني مقلدة أخرى أو مزورة أو متحصل عليها بالتدليس؛
 5. يحوز عن قصد، على بطاقة مصرفية أو أية وسيلة أداء الكتروني مقلدة أو مزورة أو متحصل عليها بالتدليس؛
 6. يصنع أو يتعاطى أو يحوز أو يستخدم دون ترخيص تجهيزات خاصة من أجل :
 - تصنيع أو تغيير بطاقة مصرفية أو محفظة نقود أو جزء منهما؛
 - إطلاق أو معالجة عملية أو نظام أداء الكتروني أيا كان؛
 - تعديل أو تغيير أية بيانات أو معطيات تتعلق بأي أداة أو عملية أداء الكتروني.
- وبصرف النظر عن الإجراءات الوقائية التي يمكن اتخاذها، سيتم النطق بحكم قضائي بمصادرة المواد والماكنات والأجهزة أو الأدوات التي استخدمت أو كانت مخصصة لتصنيع البطاقات.

المادة 72 :

- تلزم المحكمة المختصة بإبلاغ أي حكم بمنع البطاقة المصرفية إلى البنك المركزي. ويلزم البنك المركزي بدوره أن يبلغ المؤسسات المصرفية والمالية بهذا المنع.
- وكتنبجة لهذا المنع يجب على أية مؤسسة مصرفية أو مالية تم إبلاغها من طرف البنك المركزي أن تمتنع عن تسليم بطاقة مصرفية إلى المحكوم عليه.

المادة 73 :

- يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في المادة 70، أي شخص قام أو أمر بالقيام، عن قصد، أو حاول أو أمر بمحاولة نقل نقود أو قيمة نقدية بهدف الحصول على مزايا اقتصادية ممنوعة أو الحصول عليها من طرف شخص آخر بما يتسبب بشكل غير مشروع، في فقدان ملكية الغير وذلك عن طريق :
1. إدخال وتغيير أو محو أو حذف بيانات معلوماتية، وخاصة المعطيات التي تسمح بالتعريف.
 2. إرباك تشغيل برنامج أو نظام معلوماتي للأداء الالكتروني.

المادة 74 :

تتعرض البنوك أو المؤسسات المصرفية التي تعلن عن رصد يقل عن الرصيد الموجود والمتوفر أو التي لم تصرح وفقا للشروط المنصوص عليها، عن حوادث الأداء المشار إليها

في هذا الأمر القانوني، للعقوبات القانونية المعمول بها في هذا المجال من قبل البنك المركزي.

المادة 75 :

دون المساس بأحكام القانون الجنائي والنصوص المعمول بها، يتعرض للغرامة من 50.000 إلى 300.000 أوقية وللحبس من شهر واحد إلى 12 شهرا أي شخص استغل ضعف أو جهل شخص لحمله على الاكتتاب في إطار التعاقد بالطرق الالكترونية، في التزامات نقدية وإئتمانية مهما كان نوعها، إذا ثبت أن هذا الشخص لم يكن يستطيع تقدير مدى الالتزام المترتبة عليه أو كشف الحيلة التي تم اللجوء إليها لإقناعه بالاكتتاب، أو تبين أنه تعرض للإكراه .

المادة 76 :

سينشر هذا الأمر القانوني وفقا لإجراءات الاستعجال وينفذ باعتباره قانونا للدولة.

انواكشوط بتاريخ : 23 أغسطس 2006

العقيد أعل ولد محمد فال



الوزير الأول

سيدى محمد ولد بوبكر



كاتبة الدولة لدى الوزير الأول
المكلفة بالتقنيات الجديدة

وزير المالية

منبائه صو محمد دينا



عبد الله ولد سليمان ولد الشيخ سيديا



المحتويات

1
1

فصل تمهيدي
المادة الأولى : تعريفات

5	الفصل الأول : الإثبات الالكتروني وسلامته
5	قسم 1 : أحكام عامة
5	قسم 2 : التوقيع الالكتروني
6	قسم 3 : سلامة التوقيع الالكتروني
7	الفصل II : عن مقدمي خدمات التصديق
9	الفصل III : عن أدوات وإجراءات الأداء الالكتروني
9	قسم 1 : عن دور البنك المركزي
9	قسم 2 : عن أحكام عامة
10	قسم 3 : عن بطاقة الأداء
12	فقرة 1 : عن التزامات المصدر
14	فقرة 2 : عن التزامات صاحب البطاقة
15	فقرة 3 : عن التزامات المستفيد
15	قسم 4 : عن الحوالة الالكترونية
20	قسم 5 : ملف حوادث الأداء
21	الفصل IV : عن عمليات التجارة الالكترونية
24	الفصل V : عن المخالفات المتعلقة بوسائل الأداء وبالتجارة الألكترونية
24	قسم 1 : عن تفادي المخالفات
24	قسم 2 : عن قمع المخالفات